

# le prolétaire

mensuel **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

11 déc. 1982 au 20 janv. 1983

19<sup>e</sup> année

3F

N°368

## LE JOURNAL DANS NOTRE BATAILLE POLITIQUE

Comme nous l'avons rappelé dans le numéro précédent du Prolétaire nous sommes fermement décidés, malgré la très grave crise qui nous frappe, à poursuivre notre combat politique. Il importe cependant de préciser le sens de notre bataille politique, c'est-à-dire sa fonction et les moyens pour y parvenir. Notre objectif est évidemment de constituer le parti d'action révolutionnaire capable d'unifier toutes les forces révolutionnaires dans le feu du combat de classe autour de son programme politique ; un parti compact et puissant AGISSANT pour rassembler, organiser et diriger toutes les énergies combattantes et entraîner les plus larges couches possibles des masses ouvrières et exploitées dans la lutte émancipatrice. Un parti d'action révolutionnaire qui intervienne comme facteur de la révolution au service de la cause du communisme qui est notre but final.

Dans cette perspective notre journal, qui reparait désormais, doit être la CHARPENTE de la construction de l'organe révolutionnaire. Pour avancer sur cette voie le journal doit intervenir à la fois comme ORGANISATEUR COLLECTIF des forces de notre parti et comme INSTRUMENT DE BATAILLE dans tous les épisodes de la lutte des classes. (Il s'agit là bien entendu d'un résultat que nous devons CONQUERIR et non d'un point de départ).

En tant qu'organisateur collectif le journal doit d'abord devenir un jalon permettant de mesurer les résultats du travail de clarification qui s'impose aujourd'hui en raison de la manière totalement confuse et en définitive apolitique utilisée par les sortants, dont la seule homogénéité réside dans leur HARGNE à chercher à liquider le PCI. Ce travail de clarification est d'autant plus nécessaire que tous les sortants, au-delà de leur hétérogénéité (probablement insurmontable), font référence à des PROBLEMES REELS qui sont INSEPARABLES de la préparation et du développement de la lutte révolutionnaire de classe. Ces problèmes constituent aujourd'hui DES QUESTIONS URGENTES (à l'échelle historique et immédiate) dont la solution permettra d'avancer dans l'élaboration d'une ACTION POLITIQUE ET D'UNE PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE.

Il s'agit en effet, à la lumière d'une analyse concrète et marxiste, de construire une organisation capable d'unifier autour de sa PLATE-FORME DE COMBAT toutes les forces qui se dressent et se dresseront de plus en plus nombreuses contre l'ORDRE IMPERIALISTE ET BOURGEOIS ; il s'agit au feu de la lutte de forger LE PARTI UNIQUE de la révolution prolétarienne, par l'application d'une tactique authentiquement révolutionnaire ; il s'agit enfin d'apporter, à travers une orientation REELEMENT INTERNATIONALISTE, toutes les solutions politiques qui sont à l'ordre du jour notamment dans les aires où la lutte prolétarienne se dégage progressivement du magma interclassiste alors même qu'il est dénué de toute tradition communiste de lutte.

Nous avons déjà montré (cf. le Prol. 367) que tous les sortants ont adopté des méthodes fausses et catastrophiques pour répondre de manière précise et POLITIQUE à ces problèmes aussi réels qu'urgents. Quant à leur ridicule prétention à être les seuls à soulever ces problèmes face à un PCI soi-disant ossifié et réfugié dans l'académisme pour tourner le dos aux mouvements sociaux, elle est aussi creuse que sonore. D'autant plus qu'ils occupaient, pour la plupart, des fonctions dirigeantes. Ce ne sont là que des fanfaronnades destinées à cacher leur incapacité à surmonter les tâches immenses qu'il convient d'affronter et à protéger LEUR FUITE EN AVANT.

Aussi, en reconnaissant la nécessité impérieuse de répondre à ces questions urgentes, nous ne nous présentons nullement en pénitents cherchant par une quelconque autoflagellation à dédouaner ces

## Pologne: le sens de la libéralisation musclée

Le 13 décembre 1981, la junte militaire de Jaruzelski mettait un terme à deux années d'intense activité sociale de la classe ouvrière en Pologne. En restaurant l'état de siège sous les applaudissements de la Russie, elle n'avait qu'un seul but : BRISER LES REINS D'UN MOUVEMENT OUVRIER qui avait été capablé en 80 de faire reculer l'Etat. Asphyxié par le poids de la dette envers les banques occidentales, l'Etat polonais n'avait qu'une seule issue, celle de remettre la classe ouvrière au travail.

Malgré cela, après 11 mois d'état de siège, la junte n'a pu remettre ses comptes à jour. En remboursant cet automne un milliard de dollars pour le service de sa dette, elle empruntait immédiatement la moitié de ce même remboursement pour pouvoir s'en sortir. En dépit des communiqués officiels elle s'est heurtée non seulement aux conditions difficiles d'un marché international en crise, mais aussi au sabotage de la productivité par les ouvriers, expression de leur résistance passive au cours des événements.

Après avoir brisé le mouvement ouvrier, liquidé juridiquement Solidarnosc, la junte lance la politique d'"ENTENTE NATIONALE", nouveau cadre destiné à renforcer l'exploitation d'une classe ouvrière épuisée par deux années de lutte. Et pour donner corps à son projet, elle s'appuie à la fois sur l'Eglise qui met tout son poids pour le soutenir et sur certains leaders comme Walesa ou Kuron qui s'alignent derrière cette "perspective nationale".

L'affaiblissement de la classe ouvrière en Pologne est le fruit de plusieurs facteurs dont l'isolement, l'influence de l'Eglise et des conciliateurs et l'absence de perspective claire furent déterminants. L'échec de la grève générale lancée pour le 10 novembre par la direction clandestine de Solidarnosc en est l'illustration.

Pendant les années de préparation et durant tout le glorieux été 80, les ouvriers polonais purent par leurs seules forces faire aboutir leurs revendications en faisant reculer l'Etat. Durant la phase montante du mouvement, les ouvriers polonais ont pu faire croire qu'ils étaient capables de bouleverser profondément l'Etat polonais pour que celui-ci soit à même de leur procurer des conditions d'existence et de travail décentes. Mais la réalité fut plus forte que leur générosité, et malgré leur énergie ils ne purent aller au-delà de la conquête de leur organisation indépendante. Toutes les autres revendications se heurtèrent

au fait que pour les satisfaire, la lutte ne pouvait plus seulement se situer sur le terrain de l'affrontement entre deux forces - l'Etat et la classe ouvrière - pour y redéfinir leurs places respectives dans le cadre de l'Etat bourgeois, mais devait nécessairement se transformer en une lutte pour le pouvoir, en un mot en une révolution. Les ouvriers polonais, avant-garde de luttes sociales qui embraseront demain la vieille Europe se trouvèrent seuls, en l'absence de la lutte de leurs frères des autres pays, devant l'ensemble des forces de conservation sociale. Isolés du prolétariat international, les ouvriers polonais se tournèrent vers toutes les forces qu'ils avaient jusque là repoussées malgré leurs proclamations de solidarité verbales, à défaut d'autres appuis.

L'Eglise qui durant l'été 80 n'était qu'un soutien, même s'il était l'un des principaux, devenait tout naturellement après le 13 décembre 81 le seul interlocuteur de la junte. Devenu la seule "force représentative", elle pouvait du même coup imposer ses perspectives devant aboutir à l'"Entente nationale". Le test du 10 décembre démontre à la junte que la direction clandestine de Solidarnosc n'avait plus réellement de poids pour mobiliser largement les pro-

( Suite page 2 )

## CHOMAGE

### Patronat, directions syndicales, gouvernement

## LE FRONT UNI DES CHAROIGNARDS

Dix millions de chômeurs aux USA, 3 millions en Grande-Bretagne, 2 millions en RFA (+ 45 % en un an), plus de 2 millions en France.

Les taux de chômage dans les métropoles impérialistes occidentales sont les plus élevés jamais enregistrés depuis 1945, voire depuis la grande crise des années 30.

Avant leur arrivée aux "affaires", les partis de la "gauche" en France stigmatisaient les gouvernements "libéraux", coupables de développer le chômage et de saborder les "acquis" sociaux des travailleurs. Hélas, les faits sont têtus et la crise du capitalisme mondial s'est chargée de rappeler les "camarades" qui gouvernent à leur destin historique, celui de fossoyeurs des intérêts prolétariens.

Ainsi en a-t-il été dès le printemps pour la diminution du temps de travail, avant que ne vienne l'été et le blocage des salaires, annonçant l'automne et le naufrage de l'UNEDIC.

Au bout du tunnel de R. Barre, les travailleurs ont cru voir poindre le 10 mai 81 les "lendemain qui chantent" annoncés par Mitterrand.

Ils n'ont vu venir que son premier ministre Mauroy, réservant la camelote frelatée de Guy Mollet et Mendès-France, bientôt celle de Noske, le tout sous des dehors patelins de bouffon lyrique et démagogue.

Les lampions du 10 mai se sont éteints et la mode est aux accents funèbres des chants d'enterrement.

Exit donc les belles promesses. Rigueur, effort, responsabilité, "partage" des sacrifices. Et que crévent les bouches inutiles!

Pas celles des patrons bien sûr, eux, ils sont les piliers du régime. On murmure même que Gattaz est l'homme de Mitterrand, ou le contraire. La liste est longue des fameux cadeaux: "objectif" des 35 H abandonné, salaires bloqués (4 à 6 % de perte de pouvoir d'achat ouvrier), fiscalisation des allocations familiales, allègement de la taxe professionnelle, exemption de l'impôt-gadget sur les grandes fortunes pour les entreprises, etc.

Restait à voler au secours du patronat sur le front de l'indemnisation des chômeurs.

Le problème est: où trouver les ressources pour gérer un organisme comme l'UNEDIC — créé en 1957 au temps béni des 45 000 chômeurs — dans une période où 2 millions de travailleurs sont jetés sur le pavé, alors même que le seul espoir du "gouvernement des travailleurs" ne réside plus que dans l'attente "d'un fléchissement de la courbe d'augmentation du chômage"?

Comment dans ces conditions faire en sorte que le patronat n'ait pas à payer la note, tout en poursuivant une politique "contractuelle" où les seules miettes abandonnées aux "partenaires" syndicaux, c'est de décider jusqu'où ils peuvent imposer des sacrifices aux travailleurs sans recevoir leur coup de pied au cul tant redouté?

( Suite page 4 )

## TURQUIE

### Les grimaces démocratiques de la dictature bourgeoise

Le référendum du 7 novembre a permis à la dictature militaire de faire approuver la nouvelle constitution par 90 % des suffrages exprimés. C'est là un succès incontestable pour la soldatesque qui agit pour le service des classes dominantes turques et de ses maîtres impérialistes.

Il faut préciser que les militaires avaient préparé leur besogne en mettant tous les atouts de leur côté.

Depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980 l'Etat a CENTRALISE sous l'autorité de l'armée tous les moyens de répression et s'est considérablement BLINDE. 200 000 personnes ont été arrêtées (et aujourd'hui il y a encore plus de 25 000 emprisonnés politiques dont la très grande majorité sont des militants ouvriers et révolutionnaires), 30 000 procès ont été engagés avec au moins 3 600 peines de morts qui sont requises, 65 condamnations à mort ont été prononcées (dont 16 ont été confirmées par le Conseil National de Sécurité, organe militaire qui dans les faits dirige la terreur d'Etat et sa politique d'oppression et d'exploitation), une vingtaine de militants ont été exécutés (dans l'indifférence des pleureuses démocratiques en Europe qui se sont contentées de réagir verbalement après coup), des dizaines de personnes sont portées "disparues" ou sont mortes sous la torture par les tortionnaires de la dictature bourgeoise. En mars 1982, 38 militants et dirigeants du PKK, parti des travailleurs kurdes, ont été sauvagement massacrés dans leur cellule de la prison de Diyarbakir.

De plus, par un décret du 20 octobre, l'Etat turc a préparé le référendum en interdisant à tous les adversaires du

( Suite page 2 )

# TRAVAILLEURS POLONAIS:

## Pour l'indépendance de classe, contre l'entente nationale!

Les terribles pressions qui s'exercent sur les prolétaires polonais ont pour objectif de détruire le principal acquis de la lutte de l'été 80 : l'organisation indépendante des travailleurs. Cette conquête était le maximum de ce qui pouvait être obtenu par le mouvement.

Dès les accords de Gdansk en août 80, toutes les forces sociales qui s'expriment au travers de Solidarnosc se heurtent aux problèmes politiques de l'heure. La satisfaction des revendications immédiates - salaire, liberté et droits sociaux et politiques - posent le problème du pouvoir. Pour tout le monde, il est clair que rien ne sera obtenu dans le cadre de l'Etat polonais existant. Devant ce problème historique, chaque force politique fournit ses perspectives. De la démocratisation timide à la rupture avec le bloc de l'Est, en passant par toute les variantes de l'autogestion, les solutions politiques émergent de la formidable marmite sociale qu'est devenu Solidarnosc. Mais en l'absence du parti révolutionnaire, prolétarien internationaliste, qui seul aurait pu relier la perspective immédiate de défense de l'organisation ouvrière indépendante aux perspectives finales de la révolution socialiste, les généreux prolétaires polonais ont été pris au piège de leur propre dynamique. Après une année de débat houleux, pendant laquelle les forces conciliatrices comme l'Eglise ou les politiques démocrates ou sociaux-démocrates prirent un poids dominant sur des forces plus radicales, parce qu'elles avaient des solutions qui paraissaient plus raisonnables et surtout plus faciles à atteindre en préconisant la méthode du dialogue contre celle de l'affrontement direct, il était clair pour la junte que le mouvement s'épuisait et perdait de la vigueur. Le coup du 13 décembre sanctionne ce constat.

Durant toute l'année 81, notre presse montra la nécessité de DÉFENDRE L'ORGANISATION DE SOLIDARNOSC, car c'était là l'acquis principal de la lutte et la BASE NECESSAIRE pour aller au-delà de la

lutte purement trade-unioniste (1).

Le mouvement ouvrier polonais avait conquis l'organisation immédiate Solidarnosc, véritable réseau par lequel la classe vivait "pour soi".

Dans la conception marxiste de la révolution prolétarienne, l'organisation de masse sur le terrain trade-unioniste est l'INDISPENSABLE BASE sur laquelle peut se développer le parti compact et puissant de demain au travers de tous les épisodes de la lutte de classe. Ainsi donc, pour nous, et il en aurait été aussi de même pour le parti de classe en Pologne, s'il avait existé, et il en a sûrement été ainsi pour de petits noyaux de militants qui tendanciellement ressentent ce besoin, la sauvegarde de Solidarnosc était la tâche primordiale du mouvement dans la phase de repli nécessairement déterminée par les événements historiques (reflux des luttes, obstacles politiques) après la victoire de Gdansk. Cette tâche est toujours à l'ordre du jour car si la junte a supprimé juridiquement Solidarnosc, elle n'en a pas pour autant détruit toutes les structures nécessairement clandestines aujourd'hui. Ce sont justement ces RESEAUX CLANDESTINS qu'il est urgent aujourd'hui de défendre et de conserver. Cela nécessite que les noyaux d'ouvriers conscients de cette tâche en Pologne refusent de se lier aux forces sociales petites-bourgeoises ou religieuses et défendent l'indépendance de ces réseaux. En cela, ils sont objectivement aidés par la formidable expérience historique de l'année 81 car elle leur a montré l'ensemble de ces forces prêcher la conciliation et l'entente avec le pouvoir.

Cela nécessite également de combattre toute les fausses solutions aujourd'hui avancées, comme

santé publique (resic!), les droits et libertés d'autrui" ou pour empêcher

"d'assumer l'hégémonie d'une classe sociale sur une autre(...) ou instituer par tout autre moyen un régime fondé sur le communisme, le fascisme (sic!) ou les principes religieux" (on ne voit vraiment pas pourquoi il y aurait un risque de fascisme puisque la dictature bourgeoise institutionnalisée par ces grimaces démocratiques en a tous les attributs!) que "nul ne peut être soumis à la torture(!) ni à des peines incompatibles avec la dignité humaine" et, plus loin, que la peine de mort n'est "pas considérée comme infligée en violation du premier alinéa dans les cas de légitime défense nécessitant le recours à la force pour exécuter un mandat d'arrêt ou de dépôt, pour empêcher l'évasion d'une personne arrêtée ou condamnée, pour réprimer une émeute ou une insurrection ou, pendant l'état d'exception, pour exécuter les ordres des autorités compétentes."

Comme on peut le voir cette constitution est en réalité une étape supplémentaire dans l'effort déployé par l'Etat turc (guidé en cela par ses maîtres impérialistes US et ceux de la CEE avec en tête la RFA mais aussi la France) pour museler la classe ouvrière et les masses sans réserve turques et kurdes, tout en donnant à ce tour de vis la forme (bien confuse il est vrai) démocratique et institutionnelle nécessaire à ses maîtres impérialistes occidentaux pour qu'ils puissent poursuivre tranquillement (sans être trop en contradiction avec les chiffons démocratiques qu'ils agitent auprès de leur opinion publique) l'aide matérielle, militaire et économique dont le régime capitaliste turc a besoin.

Il faut dire que cette constitution prend toute sa signification si on rappelle la situation de la Turquie dans le contexte économique mondial. La Turquie appartient au peloton des pays les plus endettés du monde (plus de 20 milliards \$): cela ouvre des perspectives particulièrement alléchantes aux impérialismes financiers, notamment à

l'auto-dissolution dans les syndicats officiels ou l'adhésion à la politique d'ENTENTE NATIONALE.

Mais pour que nos frères polonais trouvent la force de mener cet indispensable travail de repli dans l'ordre et sur des bases saines, il faut qu'ils trouvent en Occident des preuves de solidarité actives qui leur permettent d'éviter de tomber dans les mains des forces conciliatrices.

Pour cela nous encourageons tous les militants sincères qui veulent lutter sur le même front que nos frères polonais à prendre des initiatives pratiques de solidarité active que nous décrivons dans l'article suivant ("Quelles initiatives pratiques et sur quels principes?").

Mais pour aider nos frères polonais, nous avons aussi le devoir de montrer que les solutions qui sont aujourd'hui préconisées en Occident par les réformistes mènent les quelques luttes ouvrières qui éclatent dans l'impasse. Le meilleur moyen à long terme de prouver aux prolétaires polonais que ni la démocratie, ni l'Eglise, ni les soi-disants syndicats libres d'Occident ne sont sur le même front de lutte qu'eux, c'est de montrer dans les faits que les ouvriers en lutte pour leurs revendications propres trouvent toujours en face d'eux, non seulement le patronat et l'Etat, mais aussi tous les syndicats opportunistes sans parler de l'Eglise.

Dénoncer l'opportunisme syndical qui aujourd'hui s'aligne derrière l'Etat pour mieux gérer la crise sur le dos des travailleurs, non seulement dans la propagande mais en s'affrontant à lui dans les luttes concrètes, telle a toujours été l'une de nos tâches.

La solidarité internationaliste que nous devons à nos frères polonais ne peut que nous encourager à la poursuivre avec une ardeur accrue.

(1) Sous ce terme "barbare", nous entendons selon la terminologie du "QUE FAIRE" de Lénine, la lutte ouvrière spontanée qui s'appuie sur les besoins immédiats des prolétaires en lutte. Elle s'oppose à la lutte politique consciente menée par les communistes qui eux ont le devoir de relier chaque lutte élémentaire à la lutte finale pour le communisme.

travers le paiement des intérêts qui chaque année s'accroissent et met davantage la Turquie en situation de dépendance vis-à-vis du FMI. Cette dépendance accrue permet également aux impérialismes financiers de chercher à intégrer la Turquie dans une division internationale de la production et du marché capitaliste. Dans ce contexte la Turquie serait alors utilisée, grâce à une main-d'œuvre bon marché (obtenue notamment pour la trique militaire et les grimaces démocratiques dont la nouvelle Constitution est l'expression) pour des activités essentiellement exportatrices. Cela suppose l'abandon de toute orientation autocentrée de la production économique et une limitation de la croissance du marché intérieur en Turquie, c'est-à-dire une aggravation des conditions de vie et de travail des masses, c'est-à-dire encore une exploitation et une misère accrue.

La nouvelle Constitution, en même temps qu'elle sanctionne une répression croissante à titre préventif contre les travailleurs, prétend cependant comme nous l'avons dit constituer un important jalon sur le chemin de "retour à la démocratie" comme l'affirment les militaires. En effet les grimaces démocratiques de la dictature bourgeoise en Turquie ne sont pas uniquement destinées à donner une image même très imparfaite, rassurante aux Etats occidentaux.

Elles ont également pour fonction à plus long terme de préparer DES MAINTENANT la possibilité de CANALISER les inévitables poussées de mécontentement et de lutte des masses dans les ornières légalitaires du PIEGE DEMOCRATIQUE. Ainsi face à une trop importante poussée de colère il sera possible, dans cette

## la libéralisation musclée

(Suite de la page 1)

létaires. La libération de Waleza a été le symbole du cours nouveau. Ce dernier, dès sa libération, alla remercier la Vierge de Czestochowa pour proclamer ensuite la nécessité de dialoguer avec Jaruzelski avec la bénédiction de Glemp.

Cette évolution ne s'est pas fait sans heurt et la résistance des métallos de Nowa-Huta ces dernières semaines par exemple, montre que l'alignement du mouvement sur toutes les forces de collaboration avec l'Etat se traduit par un cours mouvementé d'événements.

Pour que réussisse ce passage "démocratique" de la junte, il faut encore terroriser définitivement le dernier carré des irréductibles. Deux dirigeants clandestins de Solidarnosc viennent de prendre l'un six et l'autre dix ans de prison pour activité antisociale. La levée de l'état de siège a son pendant dans le renforcement de la répression.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que certains groupes de la direction clandestine cherchent tous les moyens - mêmes les pires - de renverser le cours des événements. C'est le sens de la "Lettre ouverte aux organisations syndicales et aux partis ouvriers de l'Ouest" du "Comité ouvrier interentreprises Solidarnosc de Varsovie" du 17 oct. 82 (1).

Alors qu'en 80, Solidarnosc avait la force de demander des comptes à tous les représentants de l'opportunisme syndical occidental venu lui apporter l'expression de leur solidarité en les priant de décrire les actions concrètes qu'ils avaient menées pour les aider dans leur lutte, les noyaux clandestins terriblement isolés aujourd'hui leur demandent de faire ce qu'ils n'ont pas su faire durant la phase montante de la lutte: MENER UNE SOLIDARITE ACTIVE.

L'appel tragique de nos frères polonais doit trouver un écho en Occident. La classe ouvrière polonaise nous a montré par son courage et sa générosité que le prolétariat est une force colossale lorsqu'il est mû par la défense de ses intérêts. Rendons lui aujourd'hui hommage en faisant nôtre cette leçon que seule la lutte de classe intransigeante est gage de succès.

(1) Nous avions prévu de publier cet appel avec un commentaire. Mais par manque de place, nous le renvoyons au prochain numéro.

perspective, aux forces bourgeoises de présenter une plus grande démocratisation de l'Etat et de la Constitution (c'est-à-dire leur aménagement) comme la seule solution sérieuse. Cela dans l'espoir d'avancer une plus grande libéralisation conçue comme une transformation formelle et superficielle pour tenter d'empêcher la réalisation des grandes transformations révolutionnaires que le développement de la lutte des classes mettra inévitablement à l'ordre du jour. Cela montre, encore une fois que, dans la main de la bourgeoisie et de l'impérialisme (et de leurs laquais opportunistes) les méthodes de dictature ouverte à caractère fasciste et les méthodes démocratiques, loin de s'opposer, se complètent au service du pouvoir et des privilèges des classes dominantes.

Face aux tragiques épreuves que traversent les masses ouvrières et exploitées turques et kurdes notre tâche de solidarité internationaliste passe par une dénonciation sans faille des manœuvres de l'Etat turc et de sa politique de répression, du soutien que lui apportent les Etats impérialistes (y compris la France). Contre les pleurnicheries baveuses et bêlantes des "démocrates" petits-bourgeois en mal de charité prodiguée à titre posthume.

Notre responsabilité suppose également que nous développons, dans la mesure de nos possibilités, des initiatives dans ce sens et que nous participions à toutes celles qui permettront de briser, sur des bases claires, la complicité du silence à l'ombre de laquelle les bourreaux et les exploités oppriment nos camarades et nos frères de classe en Turquie.

## TURQUIE

(Suite de la page 1)

projet de Constitution élaboré sous la tutelle des militaires de s'exprimer. Un décret a établi des sanctions en cas de non participation au scrutin (les élections du référendum ne prévoyant pas de bulletins blancs): privation du droit de vote aux élections législatives et municipales pendant 5 ans. Enfin la junte a développé une intense campagne d'intoxication (en utilisant systématiquement tous les moyens d'information) pour convaincre la population que voter NON augmenterait les risques de "désordre" et nécessiterait en conséquence un durcissement du pouvoir militaire.

Quant à la Constitution elle-même, qui a été préparée dans un tel luxe de précaution, elle a pour fonction d'institutionnaliser les méthodes de dictature ouverte et la CENTRALISATION DE LA TERREUR de l'Etat bourgeois. Elle constitue un renforcement du formidable arsenal répressif élaboré pour maintenir l'ORDRE CANNIBAL ET SANGLANANT qui alimente les privilèges de la bourgeoisie turque et de ses maîtres impérialistes et pour faciliter PREVENTIVEMENT l'écrasement systématique de tout mouvement de lutte et de résistance des masses ouvrières et exploitées. L'orientation générale de cette constitution est de brider toute possibilité d'organisation et de manifestation pour les travailleurs non sans avoir reconnu cyniquement l'existence de "droits et libertés fondamentaux": Il s'agit bien entendu du droit et de la liberté pour les masses exploitées de se soumettre docilement au joug qui les étrangle!... Ainsi l'article 13 s'intitule "interdiction d'abuser des libertés et droits fondamentaux" et l'article 14 "suspensions des droits et libertés": les libertés peuvent être restreintes pour "sauvegarder l'intégrité de l'Etat, la République, la sécurité nationale, l'ordre public, l'intérêt public, la paix intérieure, la morale publique (sic!), la

# LEUR LUTTE EST LA NOTRE

## En Occident : quelles initiatives pratiques et sur quels principes ?

La solidarité que nous devons à nos frères polonais ne peut se limiter à des proclamations verbales. Même s'il est difficile d'inscrire dans les faits aujourd'hui ce nécessaire devoir de classe en l'absence d'un puissant mouvement prolétarien en Occident, il est néanmoins possible de proposer une solidarité active élémentaire. Le principe qui doit la diriger est d'éviter d'utiliser les canaux par lesquels peuvent se renforcer les forces sociales et politiques qui ont pesé de manière si désastreuse sur le mouvement ouvrier polonais, telles que l'Eglise ou les organisations de type humanitaire démocratique. Il ne s'agit pas de nier l'importance du travail pratique de ces forces, qui peuvent apporter un certain soulagement à nos frères polonais, mais précisément parce que leur travail est matériellement utile, ils peuvent renforcer leur poids et par là influencer voire imposer leurs perspectives sociales et politiques.

Le poids de l'Eglise en Pologne ne provient pas seulement de la tradition historique en Europe centrale d'une Pologne catholique face à une Allemagne luthérienne et une Russie orthodoxe, mais du fait qu'elle a pu et a su proposer son aide matérielle et logistique au mouvement ouvrier en construction. Que l'on pense seulement à

l'aide que pouvait représenter une salle prêtée par le curé aux comités clandestins d'ouvriers voulant organiser leurs camarades hors des syndicats officiels, ou au travail d'agent de liaison que pouvait assumer ce même curé dans la transmission d'information entre les groupes d'ouvriers plus ou moins clandestins!

Un organisme social, syndical ou politique prend du poids, non seulement parce que ce qu'il dit est pertinent pour expliquer la réalité, mais aussi parce que ce qu'il fait et les initiatives qu'il prend correspondent aux besoins de ceux auxquels il s'adresse. Sous-estimer l'adversaire et croire que le dénoncer verbalement est suffisant relève dans l'hypothèse la moins grave d'une certaine naïveté, et dans le pire d'une faute politique imparable.

Notre devoir n'est donc pas d'orienter la solidarité qui peut se développer spontanément vers ces canaux, mais d'en créer de nouveaux qui tissent des liens directs entre les prolétaires d'ici et de Pologne. (On peut voir ci-dessous un exemple de solidarité directe - l'occupation d'un bateau polonais à Rouen -, la lettre d'un lecteur sur ce type d'initiative et notre réponse à ce sujet).

1. partout où cela est possible, comité, syndicat, assemblée de travailleurs, il est urgent de

briser le silence en décrivant la situation réelle de nos frères là-bas. La solidarité passe aussi par l'information auprès de tous les travailleurs en Occident. Avec nos modestes forces nous cherchons notamment à contribuer à toutes les initiatives pratiques qui pourraient être menées pour briser le mur du silence sur la répression en Pologne

2. dans les usines où des liens commerciaux existent avec des usines en Pologne, on doit chercher à établir des contacts qui permettent d'envoyer ou de transmettre, tout ce dont pourrait avoir besoin les prolétaires là-bas.

3. lorsque des contacts personnels ont été établis lors d'un voyage, de vacances ou pour toute autre raison, on peut organiser un transport routier avec toute sorte de biens nécessaires en demandant à ses camarades de travail ou à ses voisins de quartier de participer.

Nous n'avons ici aucune prétention à vouloir décrire toute les manifestations que peut prendre une véritable solidarité active. C'est pourquoi nous demandons aux lecteurs d'envoyer au journal toutes les suggestions ou mieux les exemples de solidarité concrètes que nous publierons afin d'encourager toutes les initiatives de ce genre.

## UN EXEMPLE DE SOLIDARITE

### LETTRE D'UN LECTEUR

Le dimanche 20 décembre 81, une semaine après le coup d'Etat en Pologne, des militants ont occupé un bateau polonais dans le port de Rouen. Les buts de l'occupation étaient d'apporter une solidarité militante et concrète aux luttes en Pologne tout en se démarquant, par les moyens employés, des méthodes de la droite, de la gauche ou de l'extrême gauche. Une banderole a été déployée sur le pont du navire dénonçant le capitalisme à l'Est. D'autre part, un comité de soutien a été créé, à terre, pour faire connaître l'occupation et inviter tous les gens désireux d'apporter une solidarité réelle au mouvement polonais à se joindre aux occupants ou à participer au comité de soutien.

L'accueil des marins sur le bateau a été d'une bienveillante neutralité.

Un tract d'information a été distribué sur les grosses usines de la région, et la presse locale (Paris Normandie, FR3 Normandie, Radio Vallée de Seine) et nationale (Libération, A2) a plus ou moins commenté l'événement.

Les flics ont fait évacuer le bateau le lendemain matin.

Quelles ont été les réactions des autres forces?

- Le PCF ainsi que le syndicat CGT des dockers ont protesté car, selon eux, les occupants empêchaient les dockers français de faire leur travail.

### NOTRE REPONSE

Les questions posées par le camarade s'intègrent dans un point important soulevé par la crise qui secoue notre organisation, à savoir "les éléments de la vision du processus de la reprise de classe" après la période contre-révolutionnaire que le mouvement prolétarien a connue.

On n'abordera qu'une petite partie de la question puisque l'exemple cité se rapporte à une action claire de solidarité prolétarienne active et pose au parti principalement, comme tu le dis, la question de l'articulation entre ces actions parcellaires et une reprise généralisée d'un soutien prolétarien international.

Mais nous pouvons dire déjà que nous parlerons aussi dans nos colonnes d'une partie de "cette vision du processus de la reprise" à travers des actions "non purement prolétariennes" comme par exemple les luttes anti-nucléaires, luttes que le parti se doit, d'UNE PART, d'intégrer dans sa vision de la reprise aujourd'hui, et pour lesquelles il se doit, D'AUTRE PART, d'établir une caractérisation et des lignes d'orientations pratiques claires. (La véritable guerre civile contre l'Etat "menée depuis treize mois par les sidérurgistes et les anti-nucléaires à Vireux-Molhain montre l'actualité de la question). Nous voudrions donner maintenant quelques éléments de réponse à ta lettre.

Il est clair que pour nous de telles actions sont significatives D'UNE VOLONTÉ de répondre par un soutien actif combattant aux luttes que mène la classe ouvrière polonaise.

Elles rompent de fait avec toute une orientation qui sévit dans les manifestations de soutien et qui s'apparente plus au secours catholique qu'à la solidarité prolétarienne internationale.

Mais elles sont encore plus, et cela à notre avis pour deux raisons. D'une part, ces actions sont une réponse réelle, sur le terrain de la lutte, une réponse qui se traduit concrètement en ligne d'orientation pratique, à des courants comme Solidarité avec Solidarnosc. Ta lettre montre justement qu'elle a été la réaction de ce regroupement sur la ville face à une telle initiative. D'autre part, parce qu'elles sont une orientation immédiate, de telles actions PERMETTENT A DES MILITANTS d'horizons politiques divers ou non organisés, qui sont en rupture aujourd'hui avec toute une série de méthodes dans le soutien pratiqué par l'extrême-gauche, de trouver un point d'ancrage et de traduire pour un moment seulement, mais c'est déjà beaucoup, dans les faits, le besoin d'une solidarité réelle et combattante qui devra s'appuyer demain sur la place qu'occupe le prolétariat dans la machine économique et permettra à ce prolétariat de manifester à plus grande échelle une solidarité internationale prolétarienne contre la bourgeoisie mondiale.

En ce qui concerne l'articulation entre ces actions et le travail envers tout le prolétariat, il est certain qu'une occupation comme celle-ci demeure pour une grande part symbolique, mais son caractère exemplaire doit nous servir pour mener le combat dans le prolétariat sur cette orientation D'UNE SOLI-

- les groupes d'extrême gauche sont tous venus voir ce qui se passait, mais aucun n'a participé, certains allant même jusqu'à tenter de saboter l'occupation au nom de la liberté des marins polonais, ainsi que le comité local, Solidarité avec Solidarnosc, qui disait que l'on "privait de blé "le prolétariat polonais". Sans doute ne savait-il pas que c'était la milice qui le réceptionnait...!

Question:

Quelle est l'appréciation du parti sur de telles actions qui ont un caractère limité, et quelles articulations existe-t-il entre de telles initiatives et une reprise généralisée de l'action prolétarienne?

DARITE COMBATTANTE AVEC LES PROLETAIRES POLONAIS.

Le parti pour sa part doit s'exprimer de la manière la plus claire possible. A ce titre nous devons dire que c'est notre devoir de POPULARISER de telles actions, DE LES SOUTENIR en mettant par exemple notre réseau de parti au service de cette popularisation, mais même de LES ORGANISER là où localement nous en avons les forces. Dans la période de reprise de la lutte prolétarienne où nous sommes entrés, c'est une certitude que toute une série d'individus seront projetés sur le devant de la scène et essaieront de renouer de plus en plus avec toutes les traditions de la lutte politique prolétarienne. Il est indispensable pour le parti de comprendre ces poussées MAIS SURTOUT d'être à l'intérieur, sinon à l'initiative, afin de mener l'agitation politique qui permettra d'intégrer et de déplacer toutes les forces saines et subversives qui apparaissent aujourd'hui vers la bataille décisive pour la prise du pouvoir d'Etat.

### A TOUS NOS CAMARADES

La rupture qui s'est produite dans notre organisation internationale nous empêche de prendre contact avec tous les camarades dont la liaison avec le parti était assurée par des éléments qui en sont sortis.

C'est pourquoi nous invitons tous les

## LETTRE DU VENEZUELA :

### Vengeance prolétarienne pour les guerilleros tombés !

Un groupe de militants de l'organisation BANDERA ROJA est tombé dans une embuscade tendue par la police près de Cautaura (Anzoategui). Surpris par des forces beaucoup plus nombreuses et mieux armées, vingt-trois guerilleros ont été tués.

La bourgeoisie n'hésitera pas à rendre hommage "pour services rendus" à ses sbires. Les dirigeants de A.D et Copey (partis de la droite traditionnelle) expriment en toute occasion leur gratitude et leur satisfaction quand des guerilleros tombent. Rien n'est plus important pour eux que le déroulement tranquille du prochain cirque électoral prévu pour 1983, surtout à un moment où ces partis, déchirés par de profondes divergences et des crises internes, perdent jour après jour du terrain dans la lutte pour le contrôle idéologique et politique du mouvement ouvrier et des masses. L'hypnotisme du vote individuel tous les 5 ans depuis 1959 fournissait aux masses, en même temps qu'une vision superficielle de l'alternance dans le pouvoir bourgeois, l'impression que l'on peut changer quelque chose d'important en leur faveur. Mais cette fascination n'a plus autant de prise qu'avant. Ce climat angélique qu'on voudrait créer sur le sang de militants révolutionnaires abattus est implicitement soutenu aussi par les dirigeants de la gauche qui réprouvent de façon moraliste ces massacres parce qu'elles souillent la tour virginale et cristalline de la démocratie vénézuélienne, ce tremplin sûr pour leurs appétits bourgeois mal dissimulés.

La mise à mort de 23 militants révolutionnaires dans les montagnes de l'Orient au Venezuela par des militaires vingt fois plus armés par rapport aux modestes forces de la guérilla et appuyés par l'aviation, traduit la crainte qu'a le gouvernement vis-à-vis de ceux qui n'acceptent pas la "pacification" et qui se battent contre l'exploitation capitaliste par la lutte armée.

Notre organisation, fidèle à ses principes de fraternité et de secours communiste, désire montrer sa sympathie et son estime prolétarienne pour tous les militants révolutionnaires victimes de la répression bourgeoise. Elle appelle les prolétaires et les avant-gardes révolutionnaires et internationalistes, au Venezuela mais aussi ailleurs, à lutter contre la répression, comme c'est le cas dans le travail qui a repris ces derniers mois, contre les arrestations de membres d'autres groupes révolutionnaires, les ratissages (selon le plan dit "Union") dans les quartiers populaires de Caracas et d'autres villes.

Au cours des dernières années nous n'avons jamais manqué de critiquer les positions guérilléristes. Notre solidarité et notre appui, dans la mesure de nos forces et de nos possibilités, ne sont pas séparables de notre critique à l'égard des conceptions des autres groupes révolutionnaires, de leurs schémas et de leurs théories, du gaspillage des énergies révolutionnaires ainsi que du danger d'isolement par rapport au mouvement social réel, de l'action menée sans sentir le pouls de la situation psychologique et politique du prolétariat vénézuélien et donc sans analyser des conditions politiques et historiques de l'organisation du prolétariat, afin que la lutte armée, instrument politique avant tout, puisse être insérée dans la perspective communiste et internationaliste de la lutte révolutionnaire.

camarades à l'étranger à se mettre en contact avec le parti par le seul moyen des canaux suivants :

- Il programma comunista  
Casella postale 962, I-20101 Milano  
- Le prolétaire  
20, rue Jean-Bouton, F-75012 Paris

## ALGERIE Contre les bandes des frères musulmans et des Baathistes!

Avec le "mouvement du printemps" 80, le mouvement de masse étudiant redémarra avec un souffle nouveau, comme l'atteste la mise sur pied d'une coordination universitaire à Alger qui englobait non seulement des étudiants de plusieurs filières (Sciences éco., Droit, Médecine) mais qui surtout travaillait en liaison avec la coordination de Tizi-Ouzou.

Cela est d'autant plus important qu'il faut se rappeler que le cloisonnement des luttes et l'isolement des grèves des étudiants arabophones en 77-78 ont considérablement facilité les sales besognes de manipulation et de récupération du mouvement par les nationalistes pan-arabistes du Baath, dans le but de l'utiliser comme foyer de recrutement d'une police parallèle qu'on a vue à l'œuvre durant "le mouvement du printemps".

Mais, malgré la montée des courants Baathistes et Frères Musulmans à l'Université, il reste un fait éminemment positif: c'est dans la lutte pour leurs revendications pédagogiques et sociales urgentes que les étudiants se sont rendus compte de la nécessité de s'organiser indépendamment de la CNE-UNJA (1).

Depuis mai 81 et ces derniers mois, on a vu se multiplier dans plusieurs villes d'Algérie les agressions des Frères Musulmans contre les jeunes qui ne sont guère enthousiasmés par l'idéologie obscurantiste de ces tenants de l'ordre islamique.

Cette vague de répression para-légale qu'ont vécue les jeunes et les étudiants dans l'année 81, ne fait en réalité que compléter les mesures prises par l'Etat bourgeois lui-même: présence systématique et accrue des flics dans les rues, contrôles d'identité très fréquents, décision gouvernementale limitant la sortie des jeunes filles du territoire national. Tout cela au moment où le régime de Chadli vient de lever démocratiquement le contrôle que faisait l'Etat sur le Hadith prêché dans les mosquées, et où l'impunité totale accordée aux "FM" les encourage de fait à sévir et à intimider le mouvement de masse.

MAI 1981: à Benmerdès, Kouba-el-Harache, Ben Aknoun, etc., dans la région algéroise, plusieurs étudiants ont été agressés, que ce soit à l'occasion de la projection de film jugé "immoral", ou à l'occasion d'une quelconque activité culturelle.

A ORAN: ces sinistres défenseurs de l'Islam ont jeté sur des filles de l'esprit de sel.

JUIN 1981 à ANNABA: des groupes de "FM" armés et aidés par des éléments venus de Batna, Tebersa, etc., ont provoqué de violents affrontements dans l'enceinte universitaire. La police arrête... ceux qui ont eu le courage de répondre coup pour coup à l'agression!

JUIN 81 à CONSTANTINE: l'Université a été occupée par des groupes de "FM" armés et aidés par des éléments extérieurs à l'Université qui contrôlaient l'accès de l'Université, fouillaient les étudiants et les enseignants, agressant un grand nombre d'entre eux. Les étudiants qui ont constitué une délégation pour protester pacifiquement auprès des autorités ont été violemment dispersés par les services d'ordre.

JUIN 81 à ALGER: à la Faculté d'Alger, les Baathistes attaquent à coups de couteaux des étudiants du Collectif Culturel. La police arrête... plusieurs militants du Collectif.

SETIF, JUILLET 81: à la suite d'une soirée culturelle, des jeunes sont agressés par un groupe de "FM" qui fait plusieurs blessés, et ceci avec la bénédiction du Parti et des flics; mais le lendemain le Comité Culturel a organisé une riposte qui a fait plusieurs blessés chez les "FM".

OUAREGLA, SEPTEMBRE 81: un groupe de "FM" s'est heurté à la police militaire qui cherchait un déserteur et a tué un officier. Cela a obligé Chadli et les responsables religieux à faire une déclaration; puis l'affaire fut rapidement étouffée comme si rien ne s'était passé.

ALGER, OCTOBRE 82 à BEN AKNOUN: à la suite d'une préparation d'une grève sur des revendications pédagogiques et sociales, les étudiants de plusieurs filières, qui ne croient plus à l'UNJE-CNE se sont affrontés à des troupes de Frères Musulmans et de militants du FLN. Cet affrontement aurait fait deux morts et plusieurs blessés. La brigade anti-émeute est intervenue tout de suite; on par-

Note 1:  
CNE: Conseil National des Etudiants;  
UNJA: Union Nationale de la Jeunesse Algérienne.

le de plusieurs arrestations du côté des étudiants.

La violence de ces affrontements a été à la mesure du ras-le-bol que ressentent les étudiants depuis plusieurs mois; ils sont constamment épiés, fouillés à l'entrée de l'Université; ils doivent travailler dans des conditions inadmissibles, endurer les provocations des flics et des militants du Parti et des "FM".

L'oppression et la répression multiformes que nous venons de décrire sont orchestrées par la bourgeoisie et principalement organisées et appliquées par l'organe de défense de cette classe, l'Etat bourgeois.

BOURZAM, inspirateur du groupe Baathiste "Saout-E-TAARIB" et connu pour ses rapports privilégiés avec le Baath Irakien, était rien moins que secrétaire général de l'UNJA, et par la suite, Commissaire National du FLN à la Wilaya de TIZI OUZOU lors des événements du printemps 80! BOUALEM BENHAMOUDA, connu pour ses "liens intimes" avec le mouvement islamique intégriste, est membre du Bureau Politique du FLN et Ministre de l'Intérieur.

Donc il ne faut pas s'y tromper, les faits montrent que les Frères Musulmans et les Baathistes ne sont que les alliés naturels de la bourgeoisie, et la violence para-légale de ces sectes n'est qu'un épisode de la violence bourgeoise qui s'abat sur les masses populaires en Algérie.

L'Etat montre qu'il ne tolère pas d'organisation autonome de quelque envergure que ce soit (et surtout à Alger); lorsqu'il y est contraint pour quelque temps, il ne se gêne pas pour frapper dès que l'occasion se présente.

Depuis septembre 82 le pouvoir bourgeois et son Parti, le FLN, veut se donner une force pour faire face aux luttes sociales qui se développent; depuis le début du mois d'octobre on peut signaler la SONACOME de ROUIBA, la SONITEX, SONATRACH département chimie, etc. Cela a amené Chadli à signer une circulaire destinée aux "militants" du FLN. Cette circulaire n° 30 exprime une double volonté de la part de la bourgeoisie: d'une part, se doter d'un véritable parti politique qui puisse contrôler les masses, et donc, d'autre part, un parti dont les militants devront, surtout dans les usines, être à l'écoute de ce qui se passe pour mieux surveiller et manipuler les ouvriers.

L'exemple de la Pologne est à cet égard fort instructif. Lorsque l'Etat bourgeois contrôle directement les syndicats officiels, les organisations de femmes et de jeunes, la classe ouvrière et les masses exploitées ne trouvent pas immédiatement les canaux organisationnels et les méthodes de lutte qui lui permettent de satisfaire leurs besoins politiques, sociaux, matériels. C'est ce qui explique que dans un premier temps que l'on a affaire à des mouvements spontanés, isolés les uns des autres et qui débouchent parfois sur des émeutes. Puis découlant des premières expériences, le besoin de l'organisation se faisant ressentir apparaissent des comités autonomes et de coordination. Mais l'effort d'organisation, avec tous les risques qu'il comporte, vu la répression systématique apparaît tellement disproportionné par rapport aux objectifs immédiats mis en avant dans ces conditions, que seuls des militants ayant un projet politique et social à long terme ont la force de s'y consacrer au début. Nous devons en tirer toutes les conclusions pour l'Algérie. Le mécontentement et la combativité des masses travailleuses et de la jeunesse n'ont pas été entamés par la répression bourgeoise, et nous avons le devoir de prendre appui sur cette énergie pour susciter le besoin de l'organisation, car on se tromperait lourdement si l'on croyait un seul instant que l'organisation naîtra spontanément du mécontentement et de la combativité des masses.

Face à l'Etat qui mobilise des forces énormes pour contrôler les travailleurs les jeunes, les femmes et pour mettre fin au mouvement, il faut des militants convaincus que si on lâchait prise dans la lutte présente pour des revendications partielles, on se priverait du même coup de la possibilité d'engager demain la lutte révolutionnaire finale. C'est dire la nécessité primordiale du PARTI D'AVANT GARDE REVOLUTIONNAIRE qui seul peut relier la lutte particulière actuelle aux luttes générales de demain en donnant à la classe ouvrière en mouvement l'unité de but, de volonté et d'action.

La bourgeoisie cherche à renforcer son parti dans la perspective des futurs affrontements; il revient aux révolutionnaires de travailler pour doter la classe ouvrière de son parti. C'est là la priorité des priorités.

## QUELLE RIPOSTE CONTRE L'IMPERIALISME FRANCAIS AU LIBAN ?

Comme nous l'avons déjà montré dans notre numéro précédent, l'impérialisme français entend jouer un rôle actif au Liban. Ses objectifs sont en premier lieu de contribuer par sa présence militaire à colmater les brèches qui tiraillent l'infâme ordre impérialiste et réactionnaire au Proche-Orient. Ces brèches ont été provoquées par le développement depuis près de 20 ans du mouvement de résistance armée des masses palestiniennes qui s'est traduit tout récemment par l'héroïque résistance contre la sauvage agression sioniste au Liban. En assurant des tâches de gendarmerie, conjointement avec les troupes US et italiennes, l'impérialisme français soutient également l'effort de reconstruction de l'Etat libanais pour le rendre capable de jouer un rôle d'auxiliaire local de gendarmerie. Pour cela il soutient le président Gemayel dans son effort pour transformer les milices chrétiennes en une véritable force étatique regroupant sous son ordre toutes les autres milices réactionnaires qui foisonnent. Ce qui n'est pas une mince affaire en raison des multiples rivalités sectaires qui les divisent. Ainsi les opérations de ratissage et de nettoyage de Beyrouth-Ouest, les assassinats et les meurtres collectifs de combattants palestiniens ou libanais,

les arrestations massives de suspects se font à l'ombre des baïonnettes françaises et sous leur PROTECTION ACTIVE. Ainsi on apprendait que l'intervention des militaires libanais a conduit à la destruction d'au moins 14 200 bâtiments et autres constructions considérées comme suspects, à l'expulsion de 60 000 palestiniens et à la disparition de 1 200 palestiniens probablement assassinés. (Cf. Libé. du 23/11/82/).

C'est pourquoi il est illusoire de croire ne serait-ce qu'un instant, que l'Etat libanais en train d'être reconstitué fasse la lumière sur les massacres de Sabra et Chatila puisque d'une certaine manière ces massacres en ont été un des éléments reconstitutifs. Ainsi ne pas dénoncer la présence et les manœuvres de l'impérialisme français au Liban revient obligatoirement à couvrir l'entreprise systématique de sauvage répression des masses palestiniennes et libanaises destinée à imposer LA PAIX DES CIMETIERES.

Il est vrai que l'impérialisme français, même s'il est le plus ouvertement engagé sur le plan militaire au Liban (par rapport aux troupes US et italiennes) n'a pas les mêmes atouts en matière que l'impérialisme US qui est en mesure d'influencer non seulement les forces réac-

## CHOMAGE

( Suite de la page 1 )

Pourtant, pour l'UNEDIC, les "partenaires syndicaux" avaient tenu toute grande la main au patronat. Ils acceptaient, CGT comprise, un budget UNEDIC amputé de 10 milliards de francs, soit une réduction de 11 % du montant global des allocations, le budget total étant de 92 milliards de francs. Déjà à ce stade, les premiers dindons de la farce étaient les fonctionnaires, assujettis au 1<sup>er</sup> novembre à une "contribution" de 1 % sur leurs salaires (4,5 milliards de francs de recettes). A noter que si, contrairement aux autres centrales, la CGT se sentait violée par cette "contribution" due au camarade Le Pors, elle retrouvera vite son masque de vieille prostituée pour intégrer ces 4,5 milliards à son propre projet de budget UNEDIC !

La CFDT quant à elle, applaudissant des deux mains tout ce qui va dans le sens de la rigueur, se déclarait prête à gérer l'UNEDIC sans le CNPF. Ce qui scandalisa Bergeron, vice-président de l'organisme, qui rappela quand même qu'un larbin ne saurait siéger à la table de son maître en son absence.

Le CNPF lui, qui réclamait 17 milliards d'économie sur les prestations, ne trouvait plus la soupe à son goût.

Tout se termina par une sinistre guignolade où la seule ressource des bonzes fut de grimper sur la table de négociation pour en déloger les petits patrons "squatters" du SNPMI qui eux, à la limite, ne voudraient plus d'UNEDIC du tout. Le bébé fut expédié à Berégovoy, monsieur coupe-sombre du gouvernement.

Et en fin de cirque, le coup de trique tomba sur les chômeurs: 13 milliards d'économie, soit une réduction de 15 % du volume global des allocations.

Un train de mesures portant des coups bien plus rudes contre les chômeurs que les attaques contenues dans l'accord de mars 79, à propos duquel P. Mauroy lui-même avait défendu une motion de censure contre Barre, au nom de la défense de l'emploi et des chômeurs.

Le décret pondu par Berégovoy prévoit entre autres choses:

-les chômeurs ayant travaillé moins de 6 mois n'auront que 3 mois d'allocations (pas d'allocation pour ceux qui ont travaillé moins de 3 mois).

-réduction de 1 an à 6 mois des allocations pour licenciement économique, avec institution d'un "délai de carence" ne permettant plus de cumuler les indemnités de licenciements et les allocations chômage.

-le maximum de toutes les allocations ne pourra dépasser 80% du salaire brut antérieur (90 % auparavant).

Ces mesures à elles seules laisseront 200 000 jeunes chômeurs sans allocations.

Mais les vieux travailleurs ne seront pas en reste, puisque les mis en pré-retraite toucheront 65 % du salaire brut au lieu de 70 %. Cela s'ajoute au passage aux 5 % de cotisations sociales imposées aux pré-retraités en violation de toutes les promesses.

"A quand la soupe populaire"? s'est écrit Marchais à l'adresse du CNPF. "Quand tes complices Le Pors et Fiterman voteront le texte en conseil des ministres"! répond l'écho des travailleurs.

Comme en Pologne, en Espagne, en Italie ou au Brésil, le renouveau, c'est toujours du réchauffé! Le plat amer de la misère que les bourgeois nous livrent la rose au poing et goupillon en bandoulière.

Mais l'eau bénite et l'eau de rose n'apaiseront pas longtemps les ventres vides des chômeurs. Ici en France, les travailleurs sont encore en apparence comme assommés par les désillusions et l'effet dissolvant sur l'organisation de la classe, de la politique pro-bourgeoise des bonzeries syndicales et du gouvernement.

Mais quelques réactions courageuses ont déjà vu le jour dans l'automobile, les banques, la sidérurgie, la fonction publique.

Toute notre activité de militants communistes est de prendre appui sur ces désillusions pour redonner le goût et le sens de la lutte à notre classe.

La défense intransigeante des chômeurs est un terrain de premier ordre sur lequel doit se bâtir la résistance prolétarienne, organisée, collective et tenace, contre les attaques du capital et de ses larbins. C'est un devoir de classe élémentaire et vital pour les "actifs", car tout travailleur aujourd'hui est un chômeur en puissance.

D'autre part, l'utilisation du volant de chômage pour faire baisser les salaires et paralyser les luttes sociales est une loi aussi vieille que le capitalisme. Aussi tous les groupes de travailleurs combattifs qui s'organisent à l'heure actuelle contre les capitulations des directions syndicales doivent mettre au cœur de leurs plateformes de leurs luttes:

-le maintien du salaire intégral aux travailleurs licenciés.

-le SMIC minimum aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

-le maintien du salaire intégral au meilleur niveau atteint par les travailleurs mis à la retraite.

Parallèlement il faut organiser la lutte pour qu'indépendamment des "solutions industrielles" fumeuses préconisées par les syndicats officiels, toute menace de licenciements se voit opposer la lutte la plus directe et la plus collective possible contre les patrons.

Afin qu'au moins, si les licenciements ne peuvent être empêchés, les bourgeois crachent leur fric pour assurer l'existence décente de ceux qu'ils jettent sur le pavé!

tionnaires libanaises mais aussi le sionisme et la plupart des Etats bourgeois arabes de la région (avec en tête l'Arabie Saoudite et la Jordanie). Ce n'est évidemment pas une raison pour ne pas privilégier, en véritable communiste internationaliste digne de ce nom, d'abord la dénonciation de notre propre impérialisme même et surtout s'il est plus fragile. Cette relative faiblesse de l'impérialisme français explique aussi ses tentatives de rapprochement avec l'Egypte pour PESER sur l'élaboration d'une solution de maintien du fragile équilibre interimpérialiste et réactionnaire. Elle explique enfin sa critique relative des EXCES (car la France défend toujours la nécessité de préserver les frontières de l'Etat d'Israël) de la politique d'agression permanente du sionisme contre les masses palestino-libanaises dans le but d'influencer la direction modérée de l'OLP, une direction que la France contribue à sauvegarder, pour qu'elle continue (comme elle le fait depuis au moins 74) à rechercher PRIORITAIREMENT par la voie des négociations diplomatiques la constitution d'un Etat palestinien.

La dénonciation des crimes de l'impérialisme français au Liban et de la paix des cimetières qu'elle prétend imposer est donc une nécessité au nom des impératifs de la lutte révolutionnaire contre notre propre impérialisme et contre les manœuvres de tous les impérialismes (USA en tête) et de leurs complices locaux: le sionisme et tous les Etats bourgeois arabes que/que soit leur masque réactionnaire ou progressiste. Cette campagne de dénonciation doit se traduire en termes d'agitation et de propagande (à partir d'informations précises concernant toute l'aide financière, militaire et matérielle que la France apporte au sionisme permettant à ce dernier d'agir et concernant le soutien actif apporté à l'Etat libanais) et aussi d'initiatives destinées à mobiliser les forces les plus larges pour organiser une riposte aussi efficace que possible sur les bases de l'internationalisme prolétarien. Il est clair cependant qu'à ce niveau une telle campagne mobilisera, au départ, essentiellement des forces et des militants les plus avancés et les plus politisés.

C'est pourquoi une campagne de lutte contre la présence de l'impérialisme français au Liban doit également être ARTICULEE avec un mouvement de lutte destiné à regrouper de plus larges couches de militants et de travailleurs français et immigrés sur une base de solidarité active et concrète avec les

masses palestiniennes et libanaises. Cela suppose de chercher à prendre des initiatives concrètes et à soutenir toutes les initiatives (à travers la constitution de comités et regroupements ou la participation à des organismes ouverts) qui permettront :

-de briser la complicité du silence entourant la difficile situation des masses palestiniennes et libanaises, et plus particulièrement leur situation dans les camps de réfugiés sous contrôle sioniste, libanais ou de la FMI.

-de développer une information systématique et la plus large possible sur le sort des combattants palestiniens emprisonnés dans les geôles sionistes ou dans les geôles libanaises protégées par les paras français.

-de populariser toutes les luttes de résistance développées en Palestine et au Liban par les masses exploitées et les forces combattantes.

-de manifester une solidarité réelle par le développement d'un mouvement de MOBILISATION la plus large possible sur des bases de solidarité prolétarienne internationaliste et d'initiatives d'aide concrète.

-de chercher ainsi à organiser un large mouvement de protestation contre l'oppression qui frappe toutes les masses exploitées de la région et plus particulièrement contre les responsables de cette oppression, l'impérialisme français et ses complices US et italien, le sionisme, l'Etat libanais et tous les Etats arabes qui, au-delà de leurs oppositions à l'Etat d'Israël et de leurs rivalités réciproques, sont tous d'accord pour museler les mouvements de résistance et de lutte des masses combattantes comme le montre leur effort pour désarmer et parquer dans des camps les combattants de l'OLP qui ont quitté Beyrouth-Ouest.

Pour notre part nous chercherons de toutes nos forces à développer une activité et des initiatives sur ces deux niveaux de lutte dont nous venons de parler en cherchant, dans la mesure du possible, à les relier et à les articuler l'un à l'autre. Dans cette perspective nous appelons tous nos lecteurs et contacts à nous faire parvenir toutes les informations dont ils disposeront concernant la situation des masses et leur lutte de résistance dans la région, la complicité active du gangster impérialiste français et de ses acolytes US et italien ainsi que toutes les initiatives de solidarité active internationaliste qui se développeront sur ce terrain.

## LE JOURNAL DANS NOTRE BATAILLE POLITIQUE

( Suite de la page 1 )

camarades sortants, dont nous condamnons au contraire les méthodes totalement erronées. Notre ambition est de mener à bien un travail de clarification en faisant un BILAN COMPLET de notre activité passée pour être en mesure de MAITRISER notre développement futur en déterminant toutes les tâches qui se posent aujourd'hui à nous. Tel est le rôle de notre journal et plus généralement de tous nos organes internationaux.

Cela signifie que le journal doit nous permettre de livrer les résultats de ce travail à l'ensemble du mouvement ouvrier et révolutionnaire comme une CONTRIBUTION de notre organisation de lutte à la construction du Parti Communiste compact et puissant de demain.

Mais, au-delà de la résolution de la crise, ce travail de clarification doit permettre d'HOMOGENEISER toutes les forces de notre organisation, sur la base de son réseau international, autour d'UNE LIGNE POLITIQUE UNIQUE internationale et internationaliste. Le journal doit également intervenir comme instrument de cette homogénéisation en développant des analyses concrètes et en exprimant les perspectives d'action qui sont les nôtres pour ENCADRER nos interventions sur la scène de la lutte des classes.

Le rôle du journal est donc également de GUIDER nos forces de Parti dans leurs interventions au sein des luttes pour leur permettre à la fois de se TREMPER à l'épreuve des exigences soulevées par ces luttes et d'ORGANISER les masses, dans le but de leur faire diriger, face à tous les problèmes et tous les obstacles qui se dressent et qu'il faut surmonter pour vaincre. Ainsi le rôle d'homogénéisation assuré par le journal doit le conduire naturellement à exercer une fonction d'ORIENTATION des forces de notre organisation. Le journal intervient alors comme un des instruments exprimant l'application du plan d'action qui doit permettre au Parti de faire face à toutes les situations les plus complexes à travers lesquelles se développe la lutte des classes. De la sorte le journal permettra, en tant qu'ORGANE DE BATAILLE POLITIQUE, d'orienter et de guider activement, par un travail approprié de propagande et d'agitation, nos forces de Parti dans les multiples fronts de lutte que la guerre de classe crée inévitablement.

Enfin le journal doit également devenir un instrument (conjointement à nos interventions pratiques sur le terrain, à nos tracts, etc.) destiné à nous permettre de nous lier à toutes les couches ouvrières et exploitées en lutte pour leur faire connaître nos positions et nos perspectives d'action et pour les GAGNER à notre influence. Il doit devenir le cri de guerre de l'armée prolétarienne en lutte. Cela signifie que nous entendons faire de notre journal un des leviers nous permettant d'entraîner les éléments les plus combattifs, d'influencer les couches les plus larges possibles et de chercher à relier dans la mesure de toutes nos forces, par une information, une propagande et une agitation appliquées aux questions réelles et urgentes suscitées par le développement des luttes, ces luttes les unes aux autres.

En effet le rôle du parti est de chercher en permanence à renforcer tous les fronts de lutte (qui naissent inévitablement des contradictions de l'infériorité bourgeoise) sur des bases clairement prolétariennes pour les articuler les uns aux autres et les unifier sur le chemin de la révolution.

Lisez et diffusez le "Manifeste" international du parti

le prolétaire

17

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale.

Manifeste du Parti Communiste International. 1981.

6f

C'est pourquoi le journal, comme organe de bataille politique (c'est-à-dire d'agitation et de propagande permanente), est également indispensable pour SERVIR le Parti dans cette perspective dont l'objectif est d'importer la conscience communiste dans les luttes pour les organiser-activement. En exprimant l'effort du Parti pour développer une pratique révolutionnaire dont l'ambition est de lui permettre de S'INSTRUIRE DU MOUVEMENT SOCIAL POUR MIEUX L'INSTRUIRE le journal doit aussi devenir un des moyens utilisés pour influencer les luttes et contribuer à la nécessaire "fusion entre le socialisme scientifique et le mouvement social" pour reprendre l'expression de Lénine.

Dans ce domaine le journal a d'autant plus un rôle actif à jouer que la reprise de la lutte des classes ne se fera jamais à travers le développement d'une lutte prolétarienne conçue comme immédiatement et directement PURE. En définitive seule une intervention centralisée, organisée et décidée, du parti révolutionnaire permettra de donner au mouvement social une configuration clairement révolutionnaire en permettant aux masses de se placer sur des bases de lutte prolétarienne ENTIEREMENT INDEPENDANTES de toute influence interclassiste dissolvante. Croire le contraire serait une énorme illusion (résultant d'une vision mythique du mouvement de recomposition de la lutte prolétarienne) qui reviendrait à nier la NECESSITE PRIMORDIALE du parti révolutionnaire.

Cela signifie que notre chemin est difficile. Nous devons éviter toute RAIDEUR académique qui nous empêcherait de saisir (en vue d'agir sur lui) le cours complexe, limité et tumultueux à la fois de la reprise de la lutte prolétarienne comme tout SUIVISME LAXISTE qui nous ferait disparaître en tant que force AGISSANTE INDEPENDANTE cherchant à orienter et à diriger les mouvements de lutte. A cet égard il est utile de rappeler la célèbre formule de Marx:

" Nous ne nous présentons pas au monde en doctrinaires avec un principe nouveau: voici la vérité, à genoux devant elle! Nous apportons au monde les principes que le monde a lui-même développés dans son sein. Nous ne disons pas: laissez à tes combats, ce sont des fadaïses, nous allons te crier le vrai mot d'ordre de combat. Nous lui montrons seulement pourquoi il combat exactement, et la conscience de lui-même est une chose qu'il devra acquérir, qu'il le veuille ou non".

Aussi notre AMBITION POLITIQUE est-elle, à la lumière d'une analyse concrète de la situation réelle et des perspectives dont elle est grosse (en prenant le mouvement social POUR CE QU'IL EST et non pour ce qu'on voudrait qu'il soit) et d'un PLAN D'ACTION, d'intervenir activement dans tous les fronts de lutte, du moment que ceux-ci posent OBJECTIVEMENT l'exigence d'une rupture avec la société de classe, pour les pousser le plus loin possible de leurs potentialités et pour chercher (dans la mesure de nos forces), au-delà de leurs aspects mouvants et multifformes, à les ARTICULER en les unifiant dans une lutte générale contre l'infériorité bourgeoise et impérialiste. Il s'agit donc de toujours chercher à relier toutes ces luttes à une ORIENTATION REVOLUTIONNAIRE PROLETARIENNE qui pour vaincre devra en définitive, aussi et SURTOUT se développer dans les bagnes productivistes du capitalisme.

L'enjeu de notre bataille politique est de taille. Notre tâche est de travailler (par une intervention patiente mais inébranlable) pour regrouper et unifier sur les bases du communisme révolutionnaire toutes les énergies combattantes des différentes avant-gardes que la lutte de classe pousse en avant mais qui risqueraient de se disperser si elles ne sont pas ENCADREES ET ORIENTEES par le parti révolutionnaire et pour conquérir une influence agissante et dirigeante sur les masses prolétariennes et exploitées en lutte.

Sur cette voie il s'agit par une TACTIQUE PLAN et une SOLIDE LIGNE D'ACTION POLITIQUE (que nous devons élaborer à travers le travail de clarification et d'homogénéisation dont nous avons parlé plus haut) de construire le parti communiste mondial comme FACTEUR DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

Dans cette perspective nous lutterons pour que le journal soit un ORGANISATEUR COLLECTIF et un instrument de bataille politique capable de guider nos forces de parti mais aussi les couches influencées par lui dans l'action révolutionnaire. Notre chemin est long et grand notre retard, mais plus que jamais notre devise est et sera:

S'INSTRUIRE DES LUTTES TOUT EN LES INSTRUISANT!

## A la mémoire de notre camarade Ferruccio

A l'Exécutif Elargi de février-mars 1926, à ceux qui prétendaient réduire à des faits purement PERSONNELS les positions de la Gauche communiste d'Italie, Amadeo Bordiga répondit que le poids réel de celle-ci ne se mesurait pas au nombre de ses membres en Italie. Les Italiens, disait-il sont un peuple d'émigrés au sens non seulement économique du terme, mais aussi politique, et ce qui dans le pays d'origine est ou apparaît comme un petit groupe extrêmement minoritaire peut avoir à l'étranger une influence qui dépasse sa "taille".

Les années 1926-1940 ont confirmé de façon éclatante ces paroles: c'est grâce à un petit groupe d'exilés politiques, porteurs des positions programmatiques de la Gauche "bordiguiste", et donc aussi de l'opposition la plus conséquente au stalinisme, un groupe composé en très grande majorité d'ouvriers (précisément comme les émigrés "économiques"), que la continuité de la bataille antiréformiste et antirévionniste des années de splendeur du mouvement communiste révolutionnaire a pu être maintenue pendant les années de débâcle et de désarroi collectifs.

A ce groupe a appartenu Ferruccio Pessotti, que les camarades connaissaient plus simplement sous le nom de Ferruccio et dont nous pleurons la disparition survenue après une longue et douloureuse maladie à l'hôpital de Neuilly, le 8 octobre dernier. C'était un type d'ouvrier fier, franc et ouvert dont toute la personnalité dégageait l'enthousiasme toujours vif pour les luttes de la classe ouvrière, la passion de la lutte pour le communisme, la sensation directe de l'affrontement physique soutenu, dans des années de fer et de feu, d'abord contre les fascistes de Venise, sa ville natale, où il avait adhéré très jeune au Parti communiste au moment même de sa fondation, puis contre les chiens de garde du stalinisme en Belgique et en France, et aussi de la longue lutte contre les mille variantes du démocratisme, du légalisme, de la soumission

devant les institutions centrales et péripériques de la domination bourgeoise.

Tout cela, chez lui comme chez tous les camarades de l'émigration, était bien plus qu'un ensemble d'"idées": c'était une HABITUDE mentale, un MODE DE VIE, une tradition non rhétorique ni formelle, mais PROFONDEMENT REELLE, et l'influence extraordinaire que lui et d'autres camarades comme lui ont exercée sur les jeunes d'origine essentiellement intellectuelle qui se sont rassemblés après la deuxième guerre mondiale sous le drapeau de la Gauche "italienne" et puis, de notre Parti, était due précisément à cette capacité de transmettre aux jeunes générations un patrimoine D'EXPERIENCES VECUES de militantisme actif et de dévouement inébranlable à la cause embrassée dans de lointaines années, une conscience de classe d'autant plus profonde qu'elle était instinctive et, on peut le dire, organique.

Incarnation du passé révolutionnaire, Ferruccio était l'anticipation de cet avenir vers lequel nous tendons tous péniblement. Il l'était non pas dans l'abstrait ou par "choix", mais concrètement, et "par nature". D'où le halo de sympathie et de chaleur qui émanait de lui, et où surtout les jeunes puisaient force et incitation à la lutte.

Rappeler ici cette figure de militant faite d'une seule pièce, c'est donc rendre hommage en même temps à tous ceux qui — internationaux et internationalistes pour des raisons en grande partie objectives — surent faire de situations personnelles d'exil et de dispersion des conditions historiques de la lutte de classe une arme de bataille qu'il faut maintenir affûtée et toujours prête même dans les moments les plus sombres. C'est eux qui ont été les VERTICES fondateurs et les animateurs du parti révolutionnaire de classe de cet après-guerre. Le mouvement prolétarien, qui renaîtra dans toute sa vigueur grâce aussi à ce qu'ils ont fécondé de façon incessante ne les oubliera pas.

# VOIR AU-DELA DE NOS CRISES

Les scissions sont douloureuses, même quand on reconnaît qu'elles sont devenues inévitables et même si, à long terme et pour l'ensemble de l'organisation, elles peuvent avoir des effets positifs. Elles sont encore plus douloureuses quand elles se produisent à l'improviste et, à première vue, sans raison. En effet, frappant le parti dans l'ensemble de son réseau organisationnel et détruisant les résultats d'un long travail, les scissions obligent à reconstruire presque à partir de zéro les structures ainsi abattues et les liens brisés. Cependant, cela n'a pas de sens et encore moins d'intérêt d'avoir des regrets ou de se lamenter. Il s'agit au contraire de comprendre les causes des scissions et de leur signification. En ce sens, l'explication idéologique qu'en donnent leurs auteurs ne sert à rien. Ce qui compte, c'est le contexte matériel, la "situation objective" dans laquelle elles se produisent.

Tant pour des raisons de place que pour ne pas mettre sur le même plan des événements qui se sont produits dans des périodes historiques trop différentes pour pouvoir être comparées avec profit, nous limiterons à considérer les scissions ou les départs qui se sont produits dans nos rangs après 1970. On peut dire alors sans crainte d'être démenti que chacune de ces scissions - qu'elle se soit produite, selon la terminologie politique courante, "à droite" ou bien "à gauche" de la ligne générale établie centralement - s'accompagna pour notre parti d'un pas en avant sur le chemin difficile qu'il doit accomplir pour se mettre en mesure de remplir les tâches qui sont les siennes, ou bien fut l'occasion d'un tel pas. Ainsi, d'une part, chaque scission fut le signe de la difficulté et, à la limite, de l'impuissance du parti à absorber toutes les tensions internes provoquées par son propre développement. Elle fut aussi d'autre part, le signe de la vitalité du parti et de sa capacité à affronter les problèmes liés à l'évolution des conditions objectives.

Pour s'en rendre compte, il faut se libérer du cliché artificiel qui voit dans le conflit entre dissidents et parti (ou dans le conflit entre deux types opposés de "dissidences" par rapport auxquelles le parti se trouverait dans la situation neutre du "juste milieu"), l'opposition entre activisme et passivité, militantisme et académisme, entre défense de la théorie comme tâ-

che exclusive et passion pour la pratique comme but lui aussi exclusif. Il faut reconnaître au contraire que ce qui est en jeu dans les crises internes, c'est la conception même du parti et de son rôle, surtout mais pas seulement dans une situation donnée, conception qui serait plus adaptée (selon chacune des parties en présence) à la doctrine commune et ses postulats programmatiques; ce qui est la condition sine qua non pour répondre aux coups même plus durs dans l'état d'esprit non pas de vaincus mais de combattants qui ne sont pas disposés à succomber.

Si l'on ne part pas d'une telle considération, on ne comprend pas des phénomènes qui semblent, à la lumière de ce cliché, contradictoires, et dans lesquels chacune des parties en cause pourrait être reconnue coupable d'une "faute" ou gratifiée d'un "mérite" qui pourraient tous deux être attribués à l'autre. Surtout on ne comprend pas ce qui est important dans l'analyse de la crise des deux dernières années, c'est-à-dire que le chemin de notre parti ne pouvait pas ne pas s'éloigner et de ceux qui l'accusaient (et l'accusent) de se limiter à être un "parti-programme", un parti qui ne veut pas et qui ne pourra jamais devenir un "parti d'action révolutionnaire", et de ceux qui l'accusaient (et l'accusent) de courir après un mirage, celui de vouloir devenir dès maintenant et au plein sens du terme un "parti d'action révolutionnaire" en renonçant à être un "parti-programme".

## Le redressement de 1972

Les problèmes internes que rencontre le parti révolutionnaire au cours de son développement naissent tous, en règle générale, en liaison avec l'attitude prise envers la réalité sociale et avec la difficulté objective de définir cette attitude dans une situation donnée, ou bien en liaison avec l'insuffisance de cette définition.

Une de nos premières tentatives pour élaborer une ligne se concrétisant dans la définition d'objectifs à indiquer à la classe ouvrière eut lieu justement entre la fin des années 60 et le début des années 70. Elle mit en évidence une série de mauvaises interprétations des acquis théoriques et politiques de notre parti, qui étaient le reflet de l'isolement dans lequel s'était faite la restauration doctrinale. Le programme que nous nous sommes alors donné reprenait en effet des buts et donc des mots d'ordre propres à un passé historique révolu, comme la reconstruction ou la défense du "syndicat rouge", la défense de l'indépendance des organisations immédiates de résistance ouvrière par rapport à l'Etat bourgeois, le retour de la CGT à ses origines classistes, etc., objectifs et mots d'ordre qui étaient d'ailleurs élevés au niveau de principes. En même temps - et cela était au moins en partie le reflet inévitable de cette façon erronée d'interpréter le

mouvement réel - nous avons donné du rapport du parti avec la classe une interprétation "illuministe". Déviation "activiste" ou "académiste"? Les deux à la fois.

Avec les "thèses syndicales" de 1972-73, le parti désavoua l'inflation de phraséologie révolutionnaire avec laquelle il avait prétendu se "mobiliser" et mobiliser de petits groupes épars de prolétaires autour de ses mots d'ordre. Il ne pensa pas pour autant qu'il fallait prêcher le repli sur la pure défense de la théorie contre la volonté d'action pratique et d'intervention active d'une section (celle de Florence) qui se rebellait contre le parti sur la base des directives précédentes. Le parti poursuivait une forme d'action non moins pratique, mais cette action n'était pas calquée sur un modèle, celui du premier après-guerre qui avait connu des années de lutte intense et même de guerre de classe et d'organisation classiste indépendante aussi sur le terrain des revendications immédiates des travailleurs. Cette action se fondait sur une réalité : le niveau même où se trouvait le mouvement social et où il fallait partir pour aller vers des objectifs plus éloignés et de nature non seulement économique mais politique. Ceci impliquait en même temps un usage plus attentif et moins superficiel de la théorie et un

respect plus vigilant des principes. Inversement, ces mêmes camarades qui, par rapport à ce travail de définition des objectifs pratiques indiqués au parti, pouvaient apparaître alors comme les porteurs de la flamme sacrée de l'"action révolutionnaire" se révélèrent dans les faits les plus soumis à un respect purement formel et donc stérile et vide, des postulats théoriques. Ils allèrent jusqu'à exclure même la possibilité que le parti, alors qu'il se fixait des objectifs d'action pratique d'envergure, puisse procéder à une révision de sa structure organisationnelle.

Celle-ci était pourtant devenue indispensable après des années essentiellement absorbées, par la force des choses, par le travail de reconstruction théorique. Ceci démontre et confirme que cette scission se produisit non pas parce que les dissidents auraient péché par activisme, mais à cause d'une opposition fondamentale, théorique et programmatique, et donc aussi politique, entre eux et nous.

En effet, en s'armant pour

mener une activité, surtout syndicale, basée non pas sur nos désirs ou nos aspirations, mais sur la réalité des rapports de forces et de la lutte entre les classes, le parti se préparait à intervenir de façon efficace dans le mouvement social et, en perspective, non seulement à le diriger, mais à l'organiser, tandis que les "rebelle", avec tous leurs grands mots, n'allaient pas au-delà de la propagande des principes généraux, qui est le terrain le moins fertile pour se préparer à l'action. Ils étaient à la fois velléitaires et "académistes", et chose qui n'est pas nouvelle dans l'histoire, ils faisaient leur, au nom soi-disant de la "Gauche italienne", une conception propre aux tribunistes hollandais : ils voyaient dans le parti non pas l'organe de la classe dans sa lutte pour la conquête du pouvoir et dans l'exercice de sa dictature, mais l'instrument de son illumination. Ils semblaient être à l'avant-garde; en fait, ils tiraient le parti en arrière. Le "pas en avant" théorique et pratique, ce dernier le fit en corrigeant le cap; la scission, qui était inévitable, fut à la fois le signe et la conséquence de ce changement.

## Les scissions de 1975 à 1978

La démonstration pratique de ce que nous avançons, c'est que, sur la base des prémisses de cette expérience interne (dont les thèses syndicales de 1971-73 furent le résultat positif le plus évident mais non le seul), notre petite organisation put mener un bon travail d'intervention dans la classe et dans les manifestations de lutte entre les classes, en s'attirant même l'accusation que c'était elle qui maintenant ... tombait dans l'activisme et dans ce dérivé de l'activisme qu'est le "frontisme".

C'est d'alors que date, et non pas d'il y a quelques mois comme le soutiennent les "liquidateurs" actuels, la reconnaissance (mais reconnaissance ne veut pas dire découverte de terres nouvelles pour introduire dans les principes animant la tactique communiste on ne sait quelles nouveautés) de la nécessité de traduire ces principes en directives d'action pratique. Pour cela il fallait appliquer les postulats généraux du programme aux cas spécifiques de l'expérience historique, chose qui n'est possible qu'en faisant une analyse précise des forces qui sont en jeu et de leurs rapports mutuels. C'est d'alors que date également une première tentative sérieuse d'agir conformément à cette reconnaissance : il suffit de penser au réexamen que nous avons fait alors des questions tactiques qui, auparavant, n'avaient pas été traitées de façon approfondie, sinon sur le plan historique et théorique; question du front unique et de la "tactique indirecte" du parti, revendications transitoires, problèmes organisationnels liés aussi bien à l'acroissement du rayon de nos activités qu'à l'extension internationale de notre mouvement, etc. Une dizaine d'années devait s'écouler avant que tout cela entre vraiment dans le patrimoine collectif et dans la pratique générale de l'organisation. Ce "retard" - comme on dit avec une formule qui est trop souvent mal interprétée - s'explique de façon tout à fait matérialiste par la difficulté (une difficulté propre aux petites organisations condamnées à vivre dans des conditions objectives pauvres en poussées vi-

goureusement classistes) de vaincre les inerties de son propre passé. Mais ce "retard" s'explique aussi par l'impréparation de dirigeants qui s'étaient formés dans des luttes de toute autre nature. Il s'explique plus encore par l'apparition de déviation de signe opposé, mais d'origine fondamentalement identique, déviation contre lesquelles fut menée une lutte qui, tant qu'elle put être maintenue dans le cadre de notre parti, absorba une grande partie de ses énergies, sans pour autant le mettre à l'abri de la pression de leurs causes matérielles.

Dans les périodes contre-révolutionnaires, dit un de nos textes de parti, "l'activisme tombe par la force des choses; le problème "que faire?" ne disparaît pas, mais change de sens, et c'est précisément le désespoir révolutionnaire qui, en conduisant à un activisme de substitution et malade, produit le remplacement de la bonne doctrine et de la bonne méthode par une doctrine et une méthode corrompues" (1).

C'est dans cette situation matérielle qu'il faut chercher la racine des scissions ultérieures qui se sont produites surtout en Italie entre 1975 et 1978. Ce qui les a provoquées ce n'est pas un excès de ferveur activiste mais, au contraire, l'absence des conditions objectives qui justifient cette ferveur en lui assurant un minimum de succès immédiat. Ces scissions ne furent pas le fruit d'un "optimisme révolutionnaire", comme on l'a écrit souvent, mais, pour reprendre l'expression du texte cité plus haut, celui du "désespoir révolutionnaire".

Sans croire qu'il allait obtenir des résultats positifs en termes de "mobilisation des masses" ou d'"influence sur des couches importantes du prolétariat", le parti avait alors reconnu l'exigence de favoriser et éventuellement d'impulser et d'organiser la poussée de petits noyaux de prolétaires d'avant-

### CORRESPONDANCE ET ABONNEMENT

Le prolétaire  
20, rue Jean Bouton 75012 Paris  
Versements: chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre du "prolétaire"  
Directeur-gérant: Saro  
Imprimerie "Editions Polyglottes"  
232, rue de Charenton 75012 Paris  
Distribué par les NMPP  
No d'inscription à la commission paritaire de presse 52926

### Le Prolétaire Parti Communiste International

Abonnement annuel: 70 F  
Pli fermé: 105 F

garde en vue de la constitution d'organismes ouverts de résistance ouvrière contre l'attaque du capital épaulé par l'opportunisme. Dans ces organismes il était normal et souhaitable que travaillent au coude à coude des militants d'origines politiques différentes ou appartenant à des organisations différentes. Cela ne signifiait pas renier le programme et les principes de leurs groupes ou partis respectifs, ni que ceux-ci devaient renoncer à leur autonomie en concluant des traités d'alliance artificiels ou en signant des engagements permanents de soutien mutuel. Et l'on vit alors ceux qui étaient atteints de "désespoir révolutionnaire" s'abandonner au rêve de vouloir raccourcir les délais de la renaissance sur une vaste échelle de la lutte de classe et de son organisation économique et politique indépendante. Pour cela ils puisèrent des expédients tactiques impurs dans l'arsenal trotskyste des "manoeuvres pour envelopper l'ennemi", ou bien ils nouèrent des alliances entre partis et entre groupes, ou organisèrent des rencontres, assemblées et débats qui devaient être autant de creusets pour préparer le terrain, grâce à des transfusions programmatiques réciproques, à la formation du futur parti de la révolution.

Notre organisation s'armait, à travers mille difficultés, pour

## De 1978 à 1982

Qu'on nous comprenne bien. Il faut refuser aux partisans de l'activité coûte que coûte l'exclusivité de l'action. Eux aussi font de la théorie: ils théorisent leur propre électisme dans la meilleure des hypothèses, et dans la pire, ils théorisent "l'apologie tant de fois entendue de buts et d'idéaux ennemis à la place des nôtres". (2) De même il faut récuser le label de "passésistes", au sens littéral du terme, appliqué aux camarades qui, comme cela s'est produit pendant les trois années qui ont suivi, un peu par réaction légitime contre ces phénomènes de dégénérescence, un peu par incapacité à saisir le sens de l'"ouverture" du parti à une plus grande attention pour le mouvement réel, se retranchent derrière la pure et simple défense du "programme".

Ce que nous reprochons - et que nous avons reproché - à ces camarades, ce n'est pas le fait qu'ils auraient renoncé à agir, mais leur vision du rôle actif du parti. Cette vision en effet tend à le limiter à l'énonciation et à la propagande non seulement des principes généraux, mais aussi des principes qui animent la tactique. Deuxièmement leur vision tend à limiter cette activité de propagande à la classe prolétarienne et à elle seule et dans la classe, presque exclusivement au prolétariat qui se trouve dans les usines, comme si l'intervention du parti révolutionnaire marxiste n'avait pas pour champ d'application toute la masse des exploités du capital et l'ensemble des contradictions qui déchirent la société bourgeoise. Troisièmement elle tend à considérer la jonction entre parti et classe comme le produit automatique de processus objectifs, plutôt que comme le fruit d'un enchevêtrement complexe entre ces processus et l'action constante de pénétration du parti dans les rangs de la classe révolutionnaire et

regarder avec des yeux qui n'étaient pas seulement critiques le mouvement réel tel qu'il était, et essayer de lui faire entendre sa voix et, si possible, son influence, au lieu de se contenter de lui tourner le dos parce qu'il était trop chargé d'impuretés. Et voici alors les mêmes se laisser dicter leur voie par le mouvement, au lieu de contribuer à lui indiquer le chemin et tout en ayant l'ambition de prendre la tête des masses, se mettre à la traîne du mouvement et, pour finir, se laisser influencer par les partis et les groupes qu'exprime en permanence le mouvement réel, au lieu de chercher à exercer une influence plus ou moins directe sur ceux qui les suivent. Le résultat fut, en ce qui les concerne, qu'ils se retrouvèrent dans les conditions d'isolement et de faible influence dans lesquelles ils accusaient la vieille organisation d'être condamnée à végéter. Et en ce qui concerne le parti avec lequel ils avaient rompu, le résultat fut qu'ils apportèrent de l'eau au moulin de la réaction opposée, mais aussi "désespérée": celle des partisans du parti rempli par principe sur lui-même, du parti non corrompu, et par conséquent incorruptible, pour la simple raison qu'il se terre entre quatre murs et qu'il y reste tranquillement en hibernation.

des sous-classes qui la suivent, d'extension de son influence à l'épreuve de la participation active à leurs luttes, d'organisation et, dans une mesure forcément changeante selon les phases historiques, de direction de ces luttes. Quatrièmement enfin cette vision sous-estime les problèmes (de plus en plus ardues à mesure que s'étendent le rôle et l'influence du parti) de la tactique et de l'organisation. Elle rejoint ainsi la position des scissionnistes du bord opposé qui attendent des tournants successifs du mouvement l'acquisition, dans l'ensemble du parti et surtout dans sa direction, des qualités, des capacités pratiques et de la structure organisationnelle nécessaires au moment de la "rencontre avec les masses", une rencontre qui au lieu d'être historique est vue alors de façon mythique.

Encore une fois qu'on nous comprenne bien. Chacune de ces deux positions, avec toutes les variantes qu'engendre le cours de l'histoire, et dont celle-ci nous a généreusement fait don de façon répétée au cours de ces dix dernières années, a un point fort dans la mesure où elle revendique l'un des deux aspects fondamentaux de la vie du parti et dans la mesure où elle signale le danger qu'il y aurait à l'abandonner.

Mais c'est un point fort qui se transforme en son contraire dès qu'on brise le lien dialectique entre propagande et agitation, entre principes généraux et directives pratiques particulières, entre postulats programmatiques et règles d'organisation, et qu'on court derrière des schémas de priorités supra-historiques. Le problème est au contraire de ne pas sacrifier l'"accessoire" à ce qui pour le moment apparaît comme la seule chose essentielle, ni l'"essentiel" à ce qui, sur le moment, peut paraître comme étant uniquement accessoire.

## La scission récente

Nous ne revenons pas ici sur l'analyse des positions théoriques et politiques de ceux qui, en relation avec la crise de ces derniers mois, nous avons appelés les "liquidateurs" du parti: nous en avons parlé dans le dernier numéro de ce journal, mais il convient de faire ressortir que ces positions plongent leurs racines dans une situation qui, contrairement à l'attente d'une mobilisation sur une large échelle du prolétariat dans tous les pays, voit le mouvement ouvrier

dans les métropoles impérialistes, et donc au coeur du capital mondial, soumis au contrôle étroit de forces réformistes, alors que bouge au contraire dans les pays "périphériques" du monde capitaliste un magma en grande partie indifférencié de prolétaires et de "couches populaires" et que, parallèlement, explosent dans les aires de capitalisme avancé des mouvements de révolte à la composition sociale hétérogène et à l'orientation politique "impure". Et

voici alors, au moment où le parti tend à élargir sa vision de l'intervention aux manifestations de lutte et de conflit les plus diverses, les nouvelles victimes du "désespoir révolutionnaire" découvrir qu'il faut d'urgence élever les mouvements actuels de rupture à la dignité de "mouvement social" en général, en dehors de toute analyse de leur poids, de leur destinée historique (destinée indépendante de tout effort subjectif), indépendamment de la formation d'autres mouvements qui s'annoncent dans le sous-sol social et qui sont destinés à avoir une toute autre importance que ces mouvements, etc. Les voilà qui, tout en attribuant une juste valeur aux mouvements prolétariens et même plébéiens dans les pays de la "périphérie", se soustraient au devoir d'essayer de comprendre comment, malgré tout, dans les pays capitalistes avancés, les contradictions sociales s'expriment dans le prolétariat et de préparer, même si ce n'est pas pour tout de suite, son retour sur la scène politique et sociale de façon indépendante. Les voilà qui oublient le vrai mouvement social pour n'en voir que les manifestations politisées, des manifestations qu'il faut, c'est vrai, ne pas considérer comme si c'était le diable, mais qu'il faut aussi apprécier froidement en voyant l'enchevêtrement entre des exigences contingentes réelles et des solutions illusives, ce qui est une des caractéristiques constantes de ces manifestations.

L'adoration du programme en soi est stérile et morbide; l'adoration du mouvement en tant que tel est à la fois morbide et fertile seulement en apparence. La crise dont nous sommes à peine en train de sortir appartient à ce deuxième type de maladie. Elle aussi est le produit inconscient du "désespoir révolutionnaire". Elle aussi est le signe de la démission devant les tâches, humbles peut-être mais fécondes, que le parti doit assumer pour se rendre capable chaque jour davantage à la fois d'"apprendre quelque chose du mouvement" et de lui "apprendre" ce qu'il ne pourra jamais acquiescer tout seul. Elle aussi est suiviste dans ses velléités de

## Dans le prochain numéro

- Les innovations technologiques : CAPITAL ET INFORMATIQUE
- A bas le travail de nuit et le travail posté ! (Suite du no 366)

## SUISSE

(Suite de la page 8)

les syndicats ont agité - d'un regard "menaçant" - comme alternative au refus des chambres d'entériner l'accord gratuit avec le conseil fédéral. Pour les syndicats, ne pouvant pas perdre la face devant une base toujours plus mécontente, la manifestation de Berne devait être un soutien à sa politique de négociation: Dans leurs déclarations, les directions syndicales sont claires: elles ne veulent pas lancer leurs troupes dans un affrontement direct remettant en cause la stabilité des rapports entre "partenaires sociaux". D'ailleurs, la seule alternative présentée par les dirigeants syndicaux est l'"inévitabile référendum": une telle alternative étouffe dans l'oeuf toute possibilité - même locale - de déclarer la guerre à l'Etat par la seule force efficace: LA GREVE.

Dans aucun discours entendu à Berne n'a été posée la question des axes de développement de la lutte, et des tâches immédiates d'organisation attendant les travailleurs à leur retour lundi au travail, et pour cause: les dirigeants syndicaux n'ont rien à proposer pour organiser la lutte sur un terrain de classe.

militantisme "d'avant-garde" comme dans ses poses de fidélité à l'esprit et à la lettre du matérialisme dialectique (3). On ne la justifie pas en invoquant comme raison qu'il est "sain" de réagir à des tendances, "académistes" sommeillant dans le parti de classe (et il est certain que des tendances de ce type sommeillent toujours côte à côte avec des tendances "volontaristes").

Sur la scène historique, il ne suffit pas de dire "non" pour que cela donne quelque chose de positif. Il ne suffit pas de repousser la négation du parti pour construire le parti. Cette crise n'est qu'une variante d'une des maladies récurrentes dans le parti révolutionnaire. Dire, comme on l'a dit, que c'est la crise la plus grave après celle dont l'issue positive a donné naissance à notre parti en 1952, revient à dire que ce qui était en jeu était et est aussi décisif, que les tâches à affronter sont aussi cruciales. Elles le sont même encore plus, dans la mesure où ce n'est pas en vain, même si c'est de façon non apparente, que la vieille taupe de la révolution a travaillé au sein de la société capitaliste pendant les trente dernières années. La violence même de la crise montre que le parti a su se poser sans atténuation et sans compromis les problèmes urgents de son développement dans le cadre d'une situation qui n'est plus immobile.

Comme en 1952, ne regardons pas en arrière. Le parti avance: non pas parti-programme ou parti d'action révolutionnaire mais, de façon indissoluble, parti-programme et parti d'action révolutionnaire.

(1) *Armamento e investimento*, 1951. publié dans le volume *Lezioni delle controrivoluzioni*, Milan, Editions "Il Programma comunista", 1981, p. 59.

(2) Idem.

(3) Les extrêmes se touchent. L'aile, disons conservatrice qui a rompu avec le parti peu de temps avant la dernière scission identifie, tout compte fait, pratique et propagande théorique dans l'attente que le "vrai" mouvement de classe, aujourd'hui mythique, demain réel, tire les marrons du feu pour le parti en matière de tactique et d'organisation. L'aile, disons, mouvementiste et liquidatrice, attend la même chose du mouvement d'aujourd'hui: que celui-ci nous fasse la grâce de nous aider, en nous indiquant la direction où aller; nous, nous lui donnerons le peu de choses bonnes que nous avons apprises dans le parti où nous avons milité et que maintenant nous quittons avec dédain...

De la grève ils leur arrivent pourtant d'en parler, mais ces paroles ne sont qu'un épouvantail à agiter vainement devant les parlementaires et rassurant les travailleurs sur l'"agressivité" de leurs syndicats. Et lorsqu'il est agité ce n'est que comme ultime moyen après l'échec du ... REFERENDUM, c'est-à-dire dans la situation la plus défavorable pour les travailleurs.

Aujourd'hui, la vague de fond qui agite les travailleurs des S.P., doit être mise à profit pour faire valoir la nécessité de préparer DES MAIN-TENANT une riposte à la dégradation des conditions de travail qui soient fondée sur la lutte ouverte et frontale et non sur l'inefficace négociation et referendum.

L'horlogerie et la métallurgie ont démontré l'inefficacité totale des moyens de collaboration de classe, les travailleurs des S.P. ne doivent pas recommencer ces expériences désastreuses.

- 40H. tout de suite!
- Halte au blocage du personnel
- Indexation des salaires
- Pour la grève sans préavis ni limitation préalable de durée

## SUISSE

# Services publics : défendre quels objectifs, par quels moyens de lutte ?

La citadelle helvétique du capitalisme, malgré son secteur financier encore prospère, n'a pas résisté aux assauts de la crise. Non seulement des secteurs entiers de l'industrie sont remis en cause (comme l'horlogerie), mais encore l'Etat lui-même est touché dans ses finances. Longtemps considéré comme un modèle du genre pour l'équilibre de son budget, l'Etat doit faire face depuis huit ans à des déficits budgétaires toujours plus importants.

Dans une subite frénésie d'économie la confédération s'est attaquée en premier lieu aux salaires et aux conditions de travail des employés des services publics. Le blocage des effectifs, accompagné du blocage des salaires, a été la réponse immédiate de l'Etat au déficit de son budget. Secteur privilégié par rapport à l'industrie privée, les services publics (Etat, cantons, communes) sont devenus un des secteurs offrant les moins bons salaires et conditions de travail aux prolétaires.

La continue pression sur les salaires, l'augmentation des charges et des rythmes de travail, sont les déterminations matérielles qui ont donc poussé, le samedi 27 novembre, 35.000 fonctionnaires à descendre dans les rues de Berne, à l'appel de leurs syndicats qui pourtant n'en attendaient que 10.000.

Cette mobilisation inattendue dans le pays de la paix sociale, ne peut rester lettre-morte. Elle indique l'existence d'un terrain favorable pour entreprendre parmi les travailleurs des services

publics (dans les postes, les hôpitaux, les transports, notamment) un travail de préparation à la lutte directe pour la défense des revendications, en organisant les éléments les plus conscients de la nécessité de rompre avec la paix du travail.

Si tel est l'objectif souhaité pour assurer la meilleure défense des fonctionnaires, telle n'est pas la voie choisie pas les syndicats des services publics, liés qu'ils sont au principe de la négociation, règle d'or des rapports entre l'Etat et les travailleurs. La manifestation elle-même n'est pas sortie de cette voie.

En effet les syndicats des services publics, après avoir négocié un accord bilon avec le conseil fédéral lui-même, "accordant" les 43 h. en 1983 et les 42h. en 1985, doivent faire face maintenant au refus des chambres fédérales d'accorder les crédits nécessaires pour l'engagement de personnel compensant la diminution des heures de travail, sans lesquels elle ne pourrait entrer en vigueur.

Il est hors de question que, malgré la forte participation à Berne, le parlement cède à une pression dont il connaît la fonction d'exutoire. L'Etat n'est pas dupe, il sait qu'après tant d'années de persécution, des démonstrations de colère sont inévitables.

Le seul problème important en définitive pour la défense de ses propres intérêts est que cette colère soit canalisée et acheminée vers des soupapes de sécurité. Hors, ce sont justement ces soupapes que

( Suite page 7 )

## la sécurité des biens, ou le droit bourgeois à l'attentat

Iegras acquitté. Le garagiste de Troyes qui avait piégé sa résidence secondaire trouve ainsi son acte d'"auto-défense différée" justifié par un jury populaire.

Ainsi le droit à l'attentat est reconnu. Cependant le gouvernement de gauche poursuit les militants d'Action Directe pour avoir perpétré des attentats en soutien à la lutte des masses pales-

tiennes menacées de mort par le sionisme. En France une population exploitée et opprimée vaudrait-elle moins qu'une résidence secondaire?... Du point de vue d'un jury populaire dans la France bourgeoise certainement!.. Du point de vue prolétaire et communiste nous trouvons là une raison de plus pour lutter contre la répression démocratique sanctionnée par les institutions "populaires" de l'Etat capitaliste!

## CHOOZ

Vireux-Molhain et Vireux-Wallerant; entre les deux villages séparés par la Meuse, un pont. Chaque fin de mois, anti-nucléaires et sidérurgistes se retrouvent au coude à coude pour faire face aux CRS et aux gendarmes mobiles (environ 600 hommes). Vendredi 26/11 à Denain, Mauroy a été accueilli par des manifestants en colère. Son salut, il le doit aux flics et ... aux militants locaux du PCF.

Avant le 10 mai, il y avait les promesses (arrêt du programme nucléaire,

reconversion sans casse de la sidérurgie, etc.). Après le 10 mai il reste le réalisme socialiste à la française: le chômage, les flics et la rentabilité, saupoudré de discours de "vérité et de rigueur".

Gageons que la continuité dans le changement développera toujours plus d'opposition continue, violente et radicale comme à Vireux (Chooz). Nous nous réjouissons de ces réactions à la politique d'austérité de la gauche et nous comptons bien y prendre part chaque fois que l'occasion s'en présentera, et même et surtout d'étendre cette opposition, dans la mesure de nos forces. Pour vaincre il nous faudra encore beaucoup de "Chooz".

## USINOR DUNKERQUE : Imposer la réintégration de Franz Flatschler !

Aux aciéries d'Usinor Dunkerque, la lutte pour la réintégration de F. Flatschler, secrétaire du Syndicat de lutte des travailleurs, se poursuit. Rappelons que Flatschler a été licencié pour avoir été témoin d'un accident de travail mortel, et parce que le S.L.T. mène depuis longtemps une campagne de dénonciation des responsabilités criminelles de la direction d'Usinor en matière de sécurité de travail.

Depuis le mois de juin, le S.L.T. ainsi que les comités de soutien ont organisé de multiples actions pour faire céder Usinor : grève de la faim de 15 jours de Flatschler, action à la mairie de Lille, au ministère du travail, au siège central d'Usinor, à l'Assemblée nationale ... A la suite de la mobilisation l'inspection du travail a refusé le licenciement, mais Usinor refuse toute réintégration en s'appuyant sur une bataille juridique. Quant au gouvernement, dont dépend théoriquement la direction

d'Usinor, un travailleur combatif pèse pour lui de peu de poids face aux exigences des magnats de la sidérurgie.

A Paris, un comité de soutien tente de s'associer aux efforts des comités du Nord pour développer là aussi une campagne de solidarité.

A l'heure où l'austérité "socialiste" frappe durement toutes les catégories ouvrières, la lutte pour la réintégration de Flatschler devient un enjeu important pour redonner courage et espoir à toute la classe. C'est aussi l'occasion pour que se nouent des liens de solidarité combattante entre tous les groupes de travailleurs qui s'opposent par l'action aux attaques anti-ouvrières orchestrées main dans la main par la bourgeoisie, le gouvernement et les bureaucraties syndicales officielles.

Pour contacter le S.L.T. Usinor Dunkerque: Centre social. Place de l'Europe. 59760 Grande Synthe

## La gauche renforce la répression

Le gouvernement de gauche poursuit activement la répression policière et juridique systématique et intensifie sa campagne d'intoxication.

La police a ainsi arrêté des militants révolutionnaires (comme Oriach et d'autres) soupçonnés de s'être dressés contre l'Etat français et sa politique impérialiste par des moyens "illégaux" et des actions violentes pour manifester leur solidarité avec la lutte des masses palestino-libanaises. L'Etat développe de plus en plus une campagne systématique d'AMALGAME entre ces différents militants à la fois pour les diviser et pour faire croire à leur manipulation par des services secrets étrangers.

Cette campagne n'a pas eu pour l'instant les effets escomptés par les stratèges de la répression systématique mais cela ne les empêche pas de continuer leur provocation pour arrêter tous ceux qu'ils suspectent d'être ne serait-ce que des sympathisants potentiels de groupes comme Action Directe. Ainsi la police a récemment arrêté 5 personnes inculpées de détention d'armes après la "découverte" d'une cantine contenant quelques armes trouvées bien en évidence dans le pré d'une ferme située près de Montauban.

Parmi les 5 personnes emprisonnées à la suite d'une découverte qui ressemble étrangement à une machination policière, se trouve Serge Fassi déjà arrêté en mars 80 pour avoir été soupçonné d'être proche d'Action Directe.

Parallèlement à ce travail de répression policière la machine judiciaire poursuit elle aussi son travail: Joëlle AUBRON a été condamnée le 18 novembre 82 à 4 ans de prison dont 2 avec sursis pour avoir été surprise à la sortie d'un box qu'elle avait louée et dans lequel les policiers avaient découvert un arsenal (box vidé de son contenu par les flics au moment de l'arrestation de Joëlle Aubron en compagnie d'une autre personne qui a été relâchée).

De même le 23 novembre 82 s'est ouvert un procès contre 4 personnes interpellées le 26 septembre 82 après une manifestation des anti-nucléaires de Chooz et des sidérurgistes de la Chiers: Marie Felkin, Loïc Robert, Yvon Bernard et Gilbert Tessier. Ces personnes sont inculpées de participation à une manifestation interdite et de port d'armes de 6<sup>e</sup> catégorie. Le procès a été organisé à la hâte, ce qui n'a laissé à leurs défenseurs que 24 h de préparation. Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 14 décembre.

Enfin malgré la libération de Maria Barbierato le 10 novembre 82, la menace d'extradition qui pèse sur elle et O. Scalzone reste toujours suspendue. Ces 2 militants sont d'ailleurs utilisés comme OTAGES par le gouvernement de gauche dans le cadre d'une campagne destinée à modifier la politique française d'extradition. Dans ce domaine malgré toutes les promesses qui n'étaient que RIDEAU DE FUMEE (comme nous l'avons précédemment montré dans le Prol. 367), le gouvernement de gauche a modifié le droit d'asile de sa politique d'extradition; cela le mercredi 10 novembre également à la suite d'une réunion du conseil des ministres. Ainsi le porte-parole de l'Elysée a défini le sens de la nouvelle politique de la manière suivante:

"Toutefois, l'extradition sera en principe accordée, sous réserve de l'avis de la chambre d'accusation, lorsqu'auront été commis, dans un Etat respectueux des libertés et des droits fondamentaux, des actes criminels (prises d'otages, homicides volontaires, violences ayant entraîné des blessures graves ou la mort), de nature telle que la fin politique alléguée ne saurait justifier la mise en œuvre de moyens inacceptables".

Mais la violence "inacceptable" n'est-elle pas messieurs les sabreurs, les geôliers, les exploités, l'exploitation capitaliste et son cortège de misère dont vous vous êtes à l'abri grâce à vos privilèges et à votre domination de classe?

Cette campagne de répression policière et judiciaire concerne l'ensemble du mouvement ouvrier. D'abord parce qu'elle frappe des militants révolutionnaires qui ont eu le courage de se dresser contre l'Etat et tous ceux qui sont soupçonnés de les aider; ensuite parce qu'en frappant ces camarades révolutionnaires comme F. Oriach ou d'autres comme M. Camerilli, C. Grosmagin et O. Chabaud, l'Etat SE BLINDE pour s'opposer à des luttes de bien plus grande envergure, dont sa politique d'offensive systématique contre les masses travailleuses et d'austérité est obligatoirement porteuse. Un des objectifs de ce blindage est de

justifier à l'avance par une intox bien orchestrée l'arrestation violente des militants suspectés ou recherchés afin de terroriser les éléments les plus combattifs comme le montre la tentative d'arrestation d'Eric Moreau en octobre.

C'est pourquoi nous devons à tous ceux qui sont frappés par la répression bourgeoise UNE SOLIDARITE INCONDITIONNELLE qu'ils soient accusés à tort ou à raison. A la différence des larmoyeurs bêlants qui ne se mobilisent que par charité nous ne mettons pas comme préalable à notre solidarité le fait que les camarades frappés par la répression des flics et des juges se déclarent innocents. Cela signifie que nous défendons AUSSI les camarades qui face à la police et à la justice de classe assument l'entière responsabilité de leur engagement car la répression qui les touche est encore plus violente.

Face aux manœuvres de division des flics et des juges et à la mobilisation sélective des pleureuses démocratiques notre objectif est de défendre inconditionnellement TOUS les militants révolutionnaires et TOUS CEUX qui sont frappés par la répression quels que soient les griefs dont on les accuse.

Pour cela nous entendons mener d'abord une campagne d'information pour briser la complicité du silence qui entoure la situation de tous ceux qui sont emprisonnés ou condamnés et nous appelons nos lecteurs et contacts à nous faire parvenir toutes les informations qui permettront d'avancer sur cette voie.

Nous chercherons également pour prolonger notre campagne de dénonciation et de propagande contre l'intox. de l'ordre bourgeois à développer, dans la mesure de nos forces, toutes les initiatives susceptibles de mobiliser et d'organiser un mouvement de solidarité classiste avec les victimes de la répression.

Nous travaillerons également à renforcer et à appuyer toutes les initiatives que nous rencontrerons sur ce terrain et surtout nous essaierons, chaque fois qu'il sera possible, de relier les différentes initiatives les unes aux autres. C'est là évidemment un résultat à conquérir et non une fanfaronnade triomphaliste. Même si aujourd'hui nous ne sommes pas en mesure d'unifier directement les mouvements de solidarité nous sommes cependant convaincus de la nécessité de faire au moins, parallèlement à notre participation à toutes les initiatives réelles, une PROPAGANDE pour le besoin objectif d'une lutte unifiée contre la formidable campagne de répression menée par l'Etat et plus généralement contre l'Internationale des flics et des juges. C'est dans ce contexte que nous avons essayé de montrer le besoin du développement d'un véritable mouvement de SECOURS ROUGE PROLETARIEN international. Un tel objectif n'est malheureusement pas réalisable dans l'immédiat mais il constitue néanmoins, face à toutes les manœuvres de division menées par les forces bourgeoises et à leur volonté de disperser les initiatives de mobilisation et de riposte dans des activités ponctuelles, un BESOIN REEL.

C'est pourquoi dès maintenant nous devons, en permanence, chercher à prolonger toutes les luttes qui naissent et naîtront sur ce terrain, en une mobilisation générale englobant toutes les actions partielles dans un combat unique, même si celui-ci reste pour l'instant une perspective à plus longue échéance. Cela ne doit évidemment pas nous empêcher, bien au contraire, de chercher à appuyer et à susciter toutes les initiatives de solidarité large et active qui sont possibles et qui donc s'imposent.

## SOMMAIRE

- \* Le journal dans notre bataille ... p.1
- \* Pologne - Libéralisation musclée ... p.2
  - Pour l'organisation ... p.2
  - Quelles initiatives ... p.3
  - Un exemple ... p.3
- \* Chômage ... p.1
- \* Turquie ... p.1
- \* Venezuela ... p.3
- \* Algérie ... p.4
- \* Impérialisme au Liban ... p.4
- \* A la mémoire de Ferruccio ... p.5
- \* La crise du parti ... p.6
- \* Suisse ... p.8
- \* La gauche renforce la répression p.8